L'unité

N° 186 - 4 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 1er janvier 1976



De quoi sera fait 1976 ? Il est d'usage de poser ce genre de question à l'aube d'une année nouvelle. Il n'est pas dans nos habitudes d'y répondre. Nous nous contenterons donc de quelques points de repère afin de mieux fixer notre attention sur les grands problèmes dont il est aisé de penser qu'ils vont occuper la scène dans les prochains mois.

Problèmes français, d'abord. Ils ne seront pas très différents de ceux qui ont dominé l'année qui s'achève. Ils s'appellent toujours chômage, inflation — même si, par un tour de passe-passe dont nous payerons bientôt les conséquences, Jean-Pierre Fourcade a réussi à faire tomber l'indice officiel de la hausse des prix juste au-dessous de 10 %, ce qui n'est quand même pas négligeable ! Le septennat de Valéry Giscard d'Estaing va entrer dans sa troisième année et il ne s'en dégage aucun grand dessein, aucune idée-force. Bavardera-t-on encore en 1976 sur les réformes ? Les derniers sondages montrent que la majorité des Français ne sont pas dupes et n'y croient plus. Ils ont bien raison, le patronat à qui Giscard d'Estaing n'a rien à refuser, ayant clairement fait savoir qu'il ne voulait ni de la réforme de l'entreprise ni de celle des plus-values.

Ils ne croient pas non plus, les Français, et c'est un indice de bonne santé morale et intellectuelle, à l'opération de diversion

(suite page 2)

CUBA : ALLIER LE REVE A LA REALITE

Pierre Jakez Hélias parle du «Cheval d'orgueil»

Fonds Jean-Jaurès

Sommaire

6
1975 : L'ANNEE DU RENFORCEMENT

8
HABITAT
ROBERT LION (H.L.M.) : « NOTRE VOCATION NOUS POUSSE A ETRE DES PIONNIERS »

10
LES PROPOSITIONS DU PARTI SOCIALISTE

11
SCANDALES : L'AFFAIRE « SURESNES PANORAMIQUE », PAR GEORGES LE GALLO

12
CUBA : ALLIER LE REVE A LA REALITE, PAR ANTOINE BLANCA
ITALIE : DEUX CONTRE UN

14
CAMBODGE :
UN ENTRETIEN AVEC CHAU SENG, MEMBRE DU BUREAU POLITIQUE DU FRONT UNI NATIONAL DU KAMPUCHEA (FUNK)

16
LIVRES : KOESTLER CHATIE BIEN, PAR GEORGES FRAMERIES

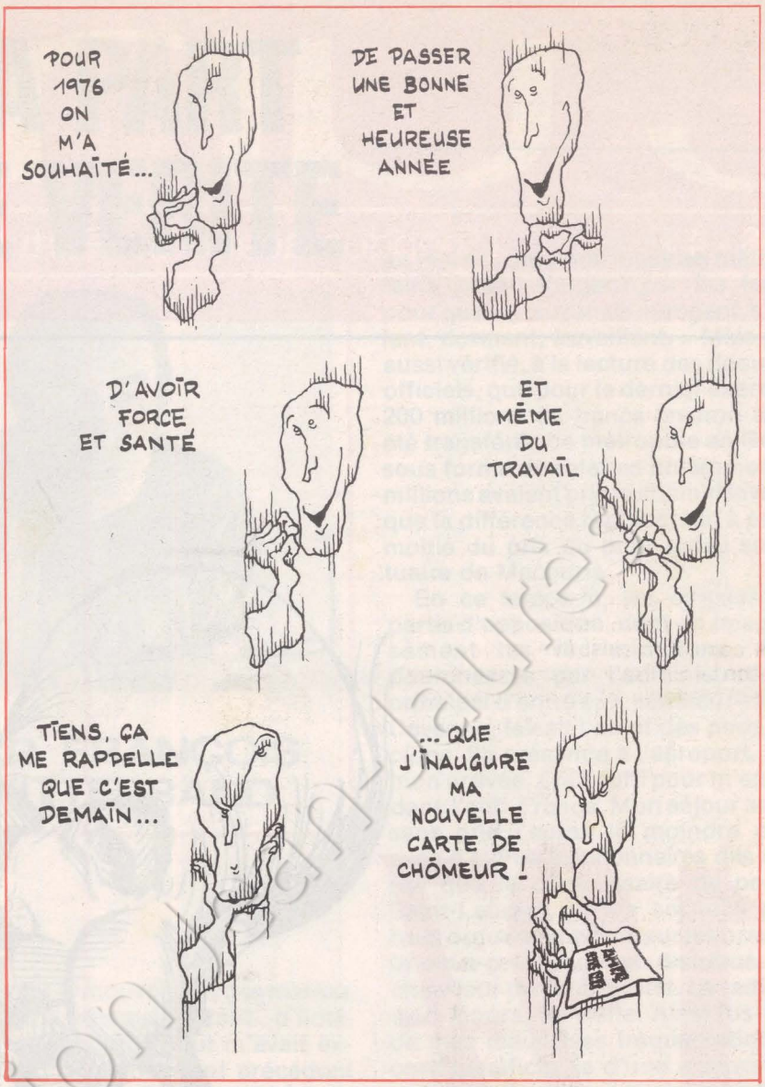
17
PIERRE JAKEZ HELIAS : « INDIGENE EN PAYS BIGOUDEN, J'AI FAIT AVEC « LE CHEVAL D'ORGUEIL » UN OUVRAGE D'ETHNOLOGIE SAUVAGE»

20
TELEVISION : DU MISTRAL DANS LES ETOILES, PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS
UN REGARD NEUF SUR LES PRISONS, PAR GERARD SOULIER

22
HI-FI : LE REGNE DES SONS ULTRAS

24
MA PART DE VERITE, PAR FRANÇOIS MITTERRAND

PHOTOS ET DESSINS
A.f.p. (pages 5, 13) Barrigue (pages 16, 21) Coureuil (pages 1, 3, 12) Pascal Lebrun (pages 8, 9, 11) Solo (pages 2, 17).



→ que Jacques Chirac et Michel Poniatowski ont montée pour tenter de leur faire croire que notre armée était menacée de destruction par la subversion internationale. Dans cette affaire, le gouvernement a seulement perdu encore un peu de crédit qu'il ne regagnera guère par le changement de quelques ministres ou de sous-ministres devenus les boucs émissaires d'une politique étrangement immobiliste et dépourvue d'imagination.

Quant à la gauche, on peut penser qu'elle aborde 1976 dans de meilleures conditions. La polémique entretenue pendant plus d'un an par le Parti communiste contre le Parti socialiste s'est heureusement apaisée. Le débat entre les deux partis a pris un tour plus sérieux et l'affaire de l'armée a montré, en fin de compte, que la cohésion de la gauche était sensiblement plus forte que ne le croyait le Pouvoir.

On peut s'attendre à ce que celui-ci tente néanmoins d'autres manœuvres de diversion. On en voit déjà une se dessiner à l'horizon à propos de l'élection du Parlement européen au suffrage universel. Mais il s'agit d'un sujet délicat pour la majorité elle-même dont les conflits internes ne feront que s'aviver à l'approche des échéances électorales, celles, municipales, de 1977 et celles, législatives, de 1978, dont le bruit continue à courir avec une certaine persistance qu'elles pourraient être anticipées.

A propos d'Europe, on peut précisément se demander quelles sont aujourd'hui et quelles seront en 1976 les grandes orientations de la politique étrangère du président de la République. En dehors de celle, assez visible, qui consiste, en tous domaines, à s'aligner plus ou moins directement sur les positions américaines, ces orientations demeurent floues. Giscard d'Estaing a battu en 1975 le record présidentiel des voyages à l'étranger. Et il est passé maître en l'art de faire répercuter par la meute des journalistes qu'il entraîne dans son sillage les cris des foules étrangères qui l'acclament au Zaïre ou à Athènes, à Alger ou au Caire. Le voyage achevé, il n'en reste pas grand-chose, si ce n'est que le président de la République se sent plus à l'aise pour soutenir à Madrid son ami Juan Carlos que pour aider à Lisbonne la marche du Portugal vers une démocratie socialiste.

Pour le reste, on peut se demander si la France officielle a aujourd'hui une politique à l'égard de l'Amérique latine où sévissent les dictatures, de l'Asie du Sud-Est en pleine mutation, du Proche-Orient où la paix n'avance que bien difficilement, de l'Angola devenu le théâtre d'un affrontement mondial où la présence française, comme naguère au Biafra et encore en Afrique du Sud, se décèle au niveau des armes vendues.

Telles sont quelques données qui passeront de 1975 à 1976 et que la gauche a pour mission de combattre et de renverser. Que l'année qui commence soit donc pour cette gauche tout entière et pour le Parti socialiste en particulier l'occasion d'un nouvel élargissement, d'un nouveau renforcement. Nous y prendrons notre part avec tous nos lecteurs, tous nos amis, tous les militants qui nous aident à diffuser ce journal et à qui nous présentons, au-delà de la tradition, nos vœux les plus chaleureux.

CLAUDE ESTIER

Collection Jean-Jaurès

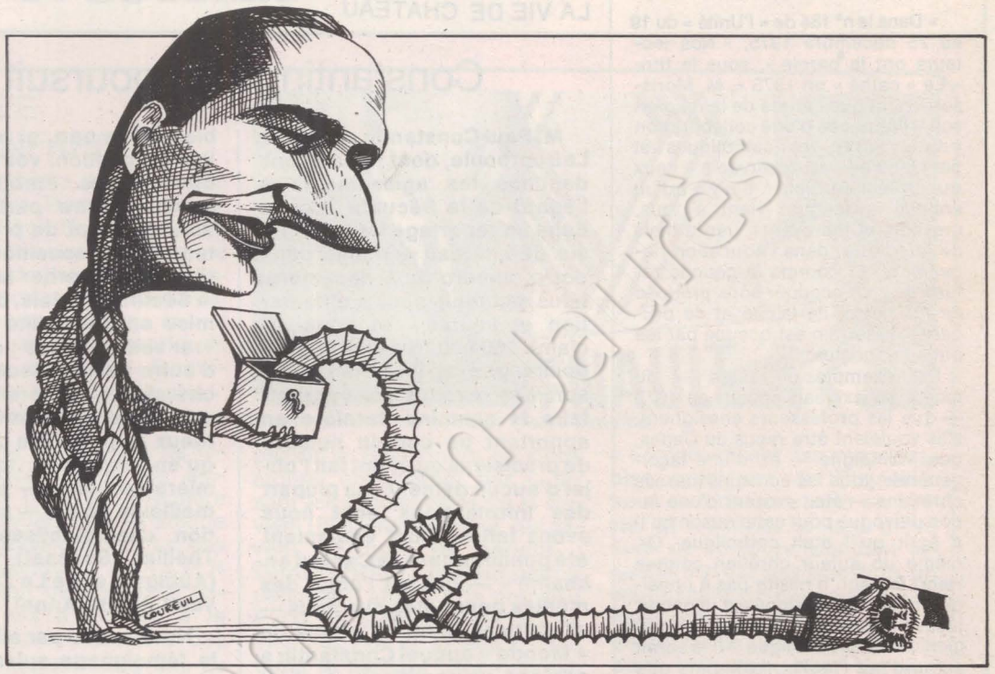
CHIRAC, L'ADDITION !

Dimanche dernier, dans une interview accordée à F.r.3, le général Lagarde, chef d'état-major de l'armée de Terre, a distingué entre deux phénomènes. D'un côté, il a placé les « entreprises de réelle subversion qui sont conduites par des groupuscules irresponsables à vocation révolutionnaire et qui considèrent que l'armée est l'un des obstacles, sinon l'obstacle majeur, sur la route de leur révolution ». Le général Lagarde a considéré ainsi l'importance de cette menace : « En France, ces cas sont peu nombreux et n'atteignent un niveau de gravité qu'assez rarement ». Il a analysé ensuite un autre phénomène où l'armée, comme les autres institutions françaises, est « l'objet d'un immense brassage d'idées ».

Voici ce que pense le général Lagarde de ce second phénomène, « tout à fait différent » du premier : « Un certain nombre de familles politiques considèrent que des structures participatives, plus développées que celles qui existent aujourd'hui, doivent être mises en œuvre au sein de l'institution militaire. Il existe dès aujourd'hui des commissions consultatives qui réunissent les cadres, les soldats, et qui se penchent sur leurs problèmes communs de vie quotidienne, mais certains estiment qu'il faut aller plus loin. Certains estiment que les procédures de désignation doivent être différentes. Alors, c'est une option politique qui sera tranchée par notre gouvernement, notre Parlement, nos députés ».

La distinction ainsi opérée par le chef d'état-major de l'armée de Terre entre comités de soldats subversifs et comités de soldats « progressistes », le fait qu'il ne dénie pas aux partis politiques le droit de remplir leurs fonctions, tout cela est accueilli comme des « déclarations tardives » par « le Monde », qui croit également devoir souligner que « c'est la première fois, depuis le début de l'affaire qu'un officier fait, au moins, allusion à ces comités... pour noter que... la mise en place de structures participatives est une option politique. » Notre confrère est mal informé. Un mois jour pour jour avant cette interview télévisée, le général Lagarde tenait les mêmes propos à « l'Unité ». Plusieurs journaux et radios l'avaient d'ailleurs relevé à l'époque.

Pour intéressantes que soient les déclarations ainsi rapportées, la priorité passe aujourd'hui par la libération des détenus de cette affaire. Dès la semaine dernière après avoir souligné que le Bureau exécutif du P.s. réclamait leur libération, « l'Unité » annonçait que, selon les défenseurs des 47 inculpés, les dossiers de cette affaire étaient vides. Pourquoi ces avocats ont-ils choisi de briser le secret de l'instruction ? Au lieu de servir la cause de leurs clients inculpés, ce secret laissait planer sur eux de lourdes présomptions lancées à grand renfort de déclarations publiques par des ministres et des hommes politiques de la majorité. En quelque sorte, ce sont ces derniers qui ont brisé,



dans une perspective « purement » politique, le secret de l'instruction.

Lorsque nous disons que les dossiers sont vides, cela n'a rien d'exagéré. Qu'y trouve-t-on ? Essentiellement des tracts, saisis dans les locaux de la C.f.d.t. ou de mouvements politiques. Le plus choquant de ceux qu'a retenus le magistrat instructeur est celui imprimé à l'U.d.-C.f.d.t. de Bordeaux. Il comporte cette phrase : « Quand l'heure sonnera, sachons... retourner (nos armes) contre ceux qui nous bernent, nous oppressent et nous humilient ». Est-ce là ce qui justifie l'application des articles 84 et 698 du Code pénal pour inculper 47 personnes d'avoir voulu nuire sciemment à la défense nationale et tenté de substituer sur l'armée une autre autorité à celle de l'Etat ? Ce n'est pas sérieux.

On comprend, dans ces conditions qu'après les partis de gauche et les grandes centrales syndicales C.g.t., C.f.d.t., F.o. et Fen, des associations et des personnalités chaque jour plus nombreuses aient réclamé la libération des détenus.

La Ligue française des droits de l'Homme, à laquelle s'étaient joints le Syndicat de la magistrature, le mouvement Droit et démocratie, les Juristes catholiques et l'Association française des juristes démocrates, a protesté à son tour lundi au cours d'une conférence de presse. Henri Noguères, président de la Ligue, a déclaré : « Dans cette affaire de tentative d'usage du droit d'association par des militaires, à moins qu'il ne s'agisse plus simplement d'une tentative de démoralisation de la gauche, nous avons été choqués de constater que les faits ne justifiaient ni la saisie de la Cour de sûreté de l'Etat ni les détentions provisoires. Le Garde des Sceaux, Jean Lecanuet, aurait le plus grand intérêt à relire ses récentes déclarations sur la détention provisoire alors qu'elle était appliquée à des chefs d'entreprise. Les motifs d'une telle détention n'apparaissent pas ici en droit ».

Henri Noguères s'est demandé avec inquiétude dans quelle mesure le recours à la Cour de sûreté ne tenait pas à la plus grande durée de la garde à vue devant cette juridiction, ce qui permet de mener des opérations de police pour tenter de « remplir » les dossiers. « Si c'est bien la raison, a-t-il commenté, elle n'a rien d'honorable ». Après qu'il en eut appelé à la conscience publique, il a précisé que « le droit d'association reconnu aux citoyens doit pouvoir être respecté au sein de l'institution militaire sans que la Défense soit mise en péril ». Toutes les organisations présentes se sont déclarées hostiles aux juridictions d'exception, pour réclamer ensuite la libération immédiate des détenus.

Peut-être cette mobilisation de masse contre ce que nous avons, dès le début, qualifié d'opération de diversion n'aurait-elle pas suffi à faire reculer le gouvernement ? La publication, lundi, du sondage de la Sofres sur cette affaire devrait pourtant l'amener à réfléchir. Il en ressort, en effet, que pour les Français, la gauche, y compris la C.f.d.t., n'est pas antimilitariste et que le recours à la Cour de sûreté de l'Etat ne se justifiait pas.

Non seulement les partis de gauche ne sont pas tombés dans le piège du gouvernement mais encore, l'opinion, malgré les efforts d'une presse particulièrement complaisante n'a pas « marché ». Décidément, pour Jacques Chirac, c'est un double échec, dont il faudra bien qu'il assume les conséquences.

JEAN-LOUP REVERIER

Fonds Jean-Jaurès

Nos lecteurs ont la parole

LE « CATHE » EN 1975

« Dans le n° 184 de « l'Unité » du 19 au 25 décembre 1975, « Nos lecteurs ont la parole », sous le titre « Le « cathé » en 1975 », M. Morisson craint que l'étude de la religion soit « l'annonce d'une collaboration future » avec les catholiques et pense qu'elle est réservée à « ceux qui croient en Dieu ». Il n'y a qu'un ennui : la religion vient à tous, croyants et incroyants, par le biais de la culture, dans l'éducation notamment. Et comme la gauche refuse de s'en occuper sous prétexte de tolérance, de laïcité et de prudence, le terrain est occupé par les pires intégristes.

Par exemple on exige — du moins on exigeait encore en 1973 — que les professeurs enseignent, s'ils voulaient être reçus au Capes, que Montaigne — et, d'une façon générale, tous les écrivains classés chrétiens — était croyant d'une façon univoque pour cette raison qu'il a écrit qu'il était catholique. Or, même un auteur chrétien comme Henri Busson n'hésite pas à considérer que « Montaigne est négateur jusque dans son apparente religion... Etait-il hérétique ? Il le serait aujourd'hui (1957)... Le moins que l'on puisse en dire est... que sa théologie est bien téméraire ». Alors, quand on veut se faire une opinion, on est bien obligé d'étudier la religion.

L'enseignement de l'Histoire est également concerné : le XIIIe siècle est considéré comme un des plus « athées » qui soient. Comment est-ce possible, puisque l'Eglise encadrait la société ?

La conscience des mutations actuelles dans la théologie nous contraint également à nous occuper de religion : à la Pentecôte 1975, à la télé, un révérend père dominicain a répondu à une révérende mère qui lui avait demandé : « Mais enfin, mon père, est-ce que vous croyez en Dieu ?

— Ah ! non ! Je ne suis pas Hitler, moi ! »

Etait-ce sincère ? Etait-ce à interpréter ? Ou à manger tout cru ? Il faut bien considérer la chose...

Il ne s'agit pas d'étudier la superstition (encore que du point de vue de la recherche, cela doit nécessairement présenter un intérêt par les retombées). Il s'agit d'étudier la part de rationalisme et de socialisme qui apparaît dans la religion.

Il faut veiller à ce qu'un quarteron de fossiles n'empêche pas la connaissance de progresser.

Je recommande à tous la lecture stimulante d'une œuvre nouvelle d'un jeune auteur clandestin : « Le Tartuffe » d'un certain Poquelin (Jean-Baptiste). Une condition pour une bonne lecture : ne pas être un Orgon ! »

(Maurice ZAIDLINE, 92120 Montrouge).

LA VIE DE CHATEAU

Constantin nous poursuit

M. Paul Constantin, maire de La Bourboule, dont nous avons dénoncé les agissements à l'égard de la Sécurité sociale dans un reportage intitulé « La vie de château », publié dans notre numéro du 5 décembre, nous poursuit pour « diffamation et injures » et nous réclame 350 000 francs à titre de dommages et intérêts ! Nous sommes revenus sur cette affaire la semaine dernière en apportant un certain nombre de précisions qui n'ont fait l'objet d'aucun démenti. La plupart des informations dont nous avons fait état ont également été publiées par « le Canard enchaîné » — qui est l'objet des mêmes poursuites que nous — et reprises dans un article du « Monde » auquel Constantin a adressé un rectificatif portant sur le seul fait qu'il n'appartient pas à la Fédération des Républicains indépendants mais qu'il est un indépendant ayant soutenu la campagne de Valéry Giscard d'Estaing !

On sait que nos révélations sur les agissements du sieur Constantin ont été évoquées au Conseil général de l'Allier. A la suite d'une question posée par Jean-Paul Desgranges, conseiller général socialiste, cette assemblée a adopté, à l'unanimité, le vœu suivant :

« Le Conseil général de l'Allier, considérant les déclarations officielles qui laissent prévoir un prochain relèvement des cotisations à la Sécurité sociale, considérant que, parmi les causes de déficit de celle-ci figurent les dettes accumulées par certains redevables d'une part, et les anomalies de gestion, voire les abus de certains établissements privés d'autre part, émet le vœu qu'avant de prendre toutes autres dispositions susceptibles de résorber le déficit de la Sécurité sociale, celle-ci soit mise en possibilité de recouvrer ses créances ; que soient, d'autre part, sérieusement recherchés et sévèrement réprimés tous agissements délictueux au préjudice de celle-ci ; qu'en particulier toute la lumière soit faite — et dans les meilleurs délais — sur la situation des établissements du Theillat (Sanssat), du Réray (Aubigny) et de La Charité (Lavault Sainte-Anne). »

Nous avons par ailleurs reçu le témoignage suivant (de M. Henri Viallet, 03220 Trezelles) :

« J'ai pris connaissance avec quelques jours de retard, de votre article concernant l'« organisation Constantin ».

Permettez que je vous en félicite.

Vous avez su garder le ton qui convenait et avez évité de tomber dans la démesure qu'aurait cependant parfaitement justifiée l'énormité de « l'affaire » car l'affaire est véritablement énorme.

Je dois vous dire, pour vous expliquer ma démarche, que, entré comme chef de cuisine au Réray en septembre 1971, j'ai été élu au Comité d'entreprise à sa formation, et désigné comme secrétaire.

Adhérent C.f.d.t., j'ai formé et ancré dans la maison une section syndicale, ce qui m'a valu maintes « gentillesses » de la part du seigneur des lieux et, entre autres, cette mise en garde sans équivoque :

— « Je vous montrerai, monsieur Viallet, qu'on ne se permet pas de braver M. Constantin impunément ». (...)

Le rapport de la C.f.d.t., auquel vous vous référez, c'est celui que j'ai établi, lors de mon séjour dans la maison. (...)

Je dois vous dire que j'ai été scandalisé par la facilité avec laquelle les fonds étaient distribués sans que s'exerce le moindre contrôle sur leur utilisation.

A tous les niveaux, Constantin (dont les agissements étaient connus) exerçait une véritable terreur sur tout le monde.

Les administrations, que ce soit les organismes de tutelle ou autres (Inspection du Travail en particulier) se recroquevillaient littéralement au seul nom de Constantin, tant était ancrée dans les esprits la force des protections politiques dont il se targuait. (...)

Vous n'ignorez pas, puisque vous en faites état, que Constantin a effectivement obligé certains de ses fournisseurs à maquiller ses factures.

Il a passé des nuits entières, pendant des semaines et des mois, en compagnie de sa fidèle Louise (la comptable vacataire), une de ses anciennes compagnes des ligues factieuses d'avant-guerre (Croix de feu ou Jeunesses patriotes), à maquiller les comptes pour faire disparaître la plupart des malversations. (Leur appartenance aux ligues en question m'a été signalée par « Madame Louise » elle-même).

Je ne comprendrai d'ailleurs jamais pourquoi, la preuve faite des magouillages, la comptabilité n'a pas été instantanément saisie ».

A PROPOS DE NOUVELLE ECOLE

Nous avons publié la semaine dernière sous le titre « Nouvelle école diffamée » le jugement d'un procès gagné par cette revue contre la Nouvelle Action française. Ce texte que nous avons nous-mêmes été condamnés à publier était accompagné de la lettre suivante de M. Alain de Benoist, directeur de « Nouvelle Ecole ».

« Le numéro 130 de « l'Unité » daté du 1er novembre 1974, contient, en pages 20 et 21, un article intitulé « L'esprit viking. Racisme », signé de Dominique « Metz ». Ce texte entre dans le cadre d'une campagne diffamatoire, dirigée contre la revue Nouvelle Ecole, dont je suis le directeur, qui a été organisée à l'initiative du groupe dit de la Nouvelle Action française (NAF) et qui vient d'être lourdement sanctionnée par les tribunaux.

Je n'épiloguerai pas sur les raisons pour lesquelles une publication socialiste entreprend de se faire l'écho d'un groupuscule néo-maurrassien. En revanche, usant de mon droit de réponse, et conformément à la loi, je vous prie de faire paraître dans votre prochain numéro, la présente lettre ainsi que le texte qui l'accompagne, en lieu et place de l'article précité, dans le même corps de caractère et dans la même présentation ».

changer la vie politique et sociale

8 MOIS FERME POUR LE PATRON-FLINGUEUR

Tirer sur des ouvriers en grève avec sa carabine et prétexter après coup la maladresse, c'était un peu gros. Le gérant de l'entreprise Panz et Laon, de Villers-Cotterêt, n'a pas convaincu la Cour d'appel d'Amiens, qui vient de le condamner à un an de prison dont huit mois ferme. Tout cela, on s'en souvient, parce qu'il n'avait pas apprécié les revendications salariales des travailleurs. L'un des grévistes avait été sérieusement blessé par balles aux jambes. Dans la foulée, et toujours armé de sa carabine, le patron avait essayé de forcer le piquet de grève.

Déjà, le 17 novembre, le tribunal n'avait pas retenu l'argumentation de ce gérant de choc et l'avait condamné à quatre mois de prison ferme. D'avoir fait appel à ce jugement lui aura fait gagner 4 mois ferme en sus ! Le temps peut-être, pour ce patron-flingueur, de méditer sur l'intérêt de la concertation ?

LES EXPERTS CHEZ HERSANT

Trois syndicats, le S.n.j. autonome, le S.n.j.-C.g.t. et le Syndicat du Livre ont remporté le procès qu'ils avaient intenté à Robert Hersant. Celui-ci refusait de verser le 13e mois à ses salariés de « Paris-Normandie », comme l'y obligent pourtant les conventions collectives de la presse. Le jugement, rendu le 26 décembre, a obligé Hersant à verser une provision sur ce 13e mois. Surtout, une expertise a été ordonnée à la demande des syndicats pour vérifier si, comme le prétend Hersant, « Paris-Normandie » est bien en état de cessation de paiement. En ce cas, on attend de l'expert qu'il détermine les responsabilités de la direction dans cette situation. Une des conséquences de cette affaire a été d'inquiéter les banquiers de « Paris-Normandie ». Ils constatent que, loin de sauver les entreprises de presse qu'il rachète, celui qu'un nouvel hebdomadaire satirique, « Le moqueur à explosion », appelle Herr Sang, a plutôt pour habitude de les couler. Qu'en pensent ses nouveaux employés du « Figaro » ?

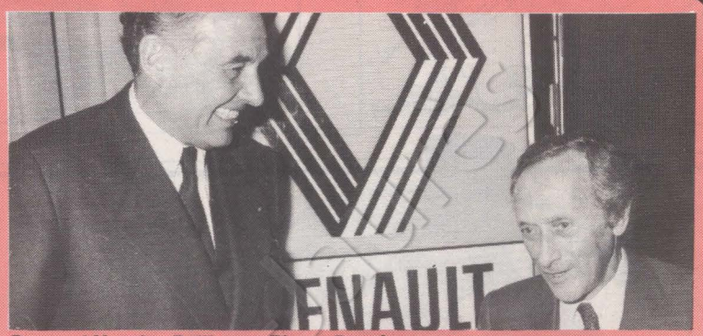
ENTREE EN FANFARE

Le jour même de son entrée en fonctions, le nouveau directeur de la Régie Renault a donné le ton. Un ton dur. En riposte à une grève de l'atelier des presses, la direction a fait démonter une partie de l'outillage la nuit de Noël. C'est une entreprise de Vitry, la société « Dessirier-Zucconi et compagnie », qui s'est chargée de l'ouvrage.

Comment se fait-il que de telles méthodes aient été employées — pour la première fois — à Billancourt ? Panique devant la grève des 300 O.s. des presses (fabriquant les R 4 et R 6) qui durait depuis le 18 décembre ? On a du mal à le croire. Les revendications des grévistes — que leur prime de risque de 65 F soit intégrée à leur salaire de base, ce sur quoi un compromis a fini par aboutir lundi entre direction et syndicats — avaient-elles de quoi, pour la direction, engager une épreuve de force dont elle aurait porté « seule la responsabilité », comme le soulignait un tract de la section socialiste de Billancourt ?

Non, évidemment. L'explication est ailleurs. A peine assis dans le fauteuil directorial où il vient de remplacer Pierre Dreyfus, Bernard Vernier-Palliez a visiblement voulu faire acte d'autorité. « Ce qui vient de se passer à Billancourt ne nous étonne absolument pas », disent les syndicalistes de la Saviem (filiale de la Régie), qui savent de quoi ils parlent : Vernier-Palliez a été leur patron pendant 8 ans. Car le nouveau P.d.g. de la Régie n'est pas un inconnu. Agé de 57 ans, il a fait toute sa carrière chez Renault, grimpant sans tapage tous les échelons. Il débute en 1945 comme chef du contrôle social, prend la tête de la Saviem en 1967, et se consacre, à partir de 1970, à la filiale poids lourds de la Régie. C'est lui qui, en 1974, négocie l'absorption de Berliet par la Saviem.

A la Saviem, il a laissé le souvenir d'un homme capable. Les syndicats eux-mêmes soulignent ses capacités de gestionnaire et approuvent certaines de ses initiatives, notamment en ce qui concerne les conditions de travail. Mais ce n'est pas le seul aspect de son personnage ! « En fait, disent les responsables syndicaux de Blainville, nous l'avons découvert en janvier 68 ». Janvier 68 : une grève dure de 15 jours, pendant laquelle il n'est pas question un seul instant de négocier. Autre révélateur, le conflit de 1973 : quatre semaines de grève. Pendant trois semaines, Vernier-Palliez préfère perdre 1 700 véhicules plutôt que de s'asseoir à la table des négociations. Sans oublier l'affaire Guy Robert : c'est sous le règne de B.V.P. que ce militant syndical a dû se battre des mois et des mois pour être réintégré. Un patron dur, donc, qu'un militant C.f.d.t. de la Saviem juge ainsi : « Capable du pire et du meilleur. Il ne tourne pas autour du pot : s'il ne veut pas discuter, il le dit sans artifice. Mais il est capable aussi de trancher brutalement, et il tapera très fort s'il le faut. C'est sûr : il est de tempérament bien moins conciliant que Dreyfus. »



Bernard Vernier-Palliez et Pierre Dreyfus.

WEEK-END X 4

Histoire et rôle du Parti socialiste ; le P.s. et la crise économique ; techniques de communication ; exercice du pouvoir, superstructures et infrastructures : voilà le menu copieux des 4 week-ends que la Jeunesse socialiste et les Etudiants socialistes organisent cette année et dont le premier aura lieu les 10 et 11 janvier à Souppes-sur-Loing, avec Egli, Xavier Greffe, Jean Petite, François Bastenaire, Pierre Joxe, etc. Les inscriptions (participation aux frais : 35 F) sont limités à 40 (s'adresser au secrétariat national Jeunesse, cité Malesherbes).

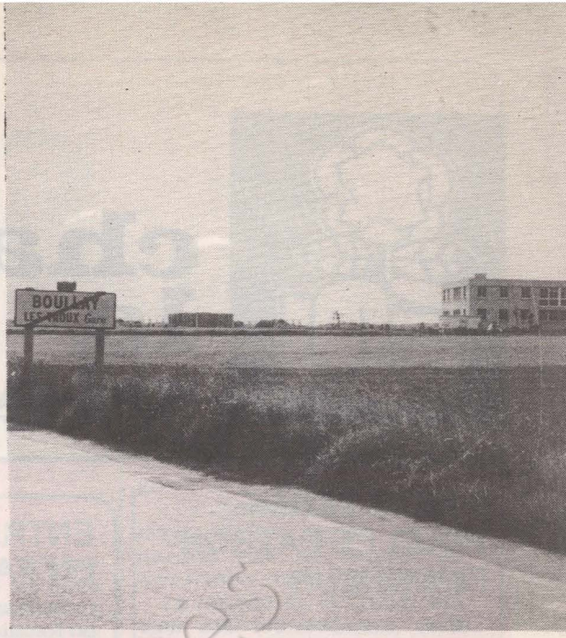
9,9 %... QUI DIT MIEUX ?

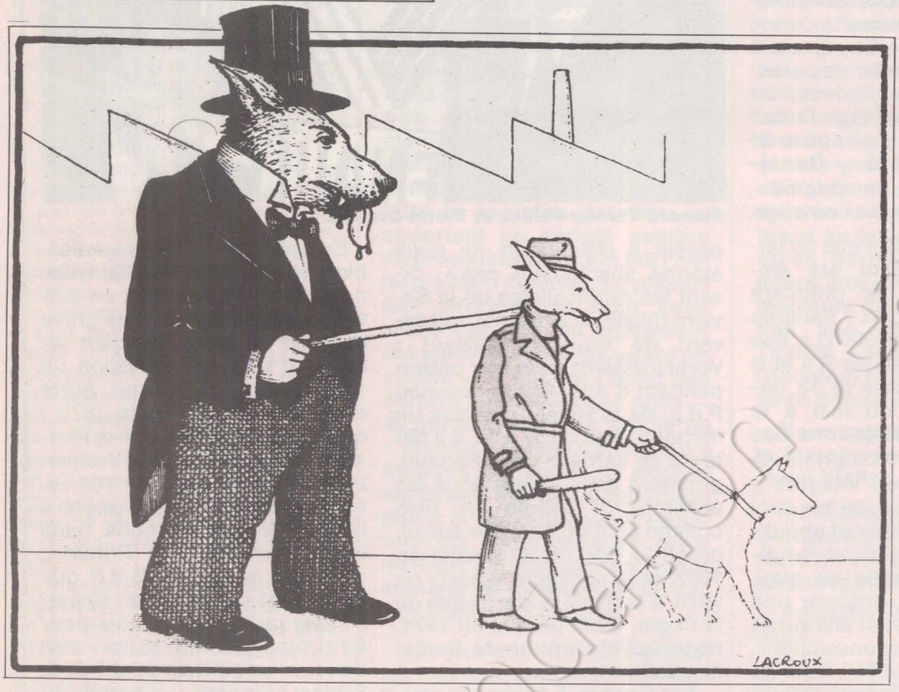
Jean-Pierre Fourcade est heureux. D'après « son » indice, les prix de détail n'auraient augmenté en novembre que de 0,6 %. Ce qui permet au ministre de l'Economie et des Finances de pavoiser : en un an, la hausse n'est, selon l'Insee, que de 9,9 %. Fourcade aurait gagné son pari !

Même si l'indice officiel reflétait vraiment l'évolution des prix, il n'y aurait rien d'exaltant dans les résultats obtenus. 9,9 % c'est, par rapport aux pays avec lesquels nous commerçons, une hausse bien trop forte. Mais surtout, rapporté aux achats des salariés, l'indice officiel masque une bonne partie de l'inflation. Les calculs fait par les centrales syndicales et les organisations familiales montrent que pour les 12 derniers mois l'augmentation réelle supportée par les salariés est supérieure à 13 % !

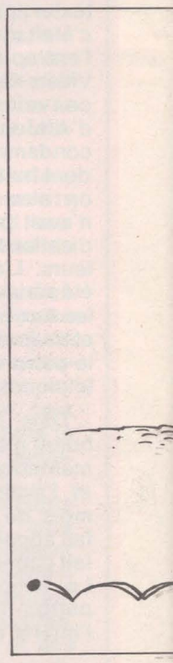












1975: L'ANNEE DU PROGRES ET DU RENFORCEMENT

En faisant l'an dernier le bilan de l'année 1974, nous disions qu'elle avait été l'année du « grand espoir », celle de la naissance du Portugal à la liberté, et du renversement des colonels grecs, celle qui avait mobilisé près de la moitié des Français autour du candidat de la gauche à l'élection présidentielle. Mais qu'elle était aussi une année à marquer d'une pierre noire avec l'inflation, le chômage, la dictature de Pinochet, etc. On pourrait en dire autant de 1975, qui n'a pas échappé aux mêmes maux, mais qui a vu aussi la mort de Franco sinon encore l'accession de l'Espagne à la démocratie.

Faut-il en conclure que les années se suivent et se ressemblent ? Pas tout à fait. En feuilletant les pages de « l'Unité », nous pouvons retrouver quelques caractéristiques propres à celle qui s'achève.

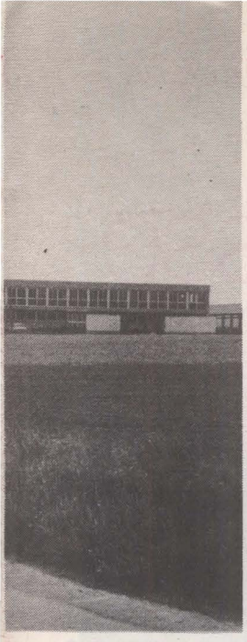
Elle avait commencé cette année par un voyage en Chine, celui de la C.f.d.t., dont Edmond Maire et Jacques Moreau avaient fait pour nos lecteurs le récit exclusif (n° 140). Rapprochement prémonitoire ? C'est dans le numéro suivant (141) que nous consacrions une longue étude au malaise de l'armée en dénonçant la juridiction d'exception qui venait de condamner deux des trois soldats accusés d'avoir été les meneurs de la manifestation de Draguignan. Et, la semaine suivante, nous donnions la parole à des officiers dénonçant à leur tour « l'offensive des fossiles » dont nous ne savions pas encore qu'elle allait prendre, à la fin de novembre, le caractère d'une gigantesque provocation.

Fin janvier, c'est le congrès du P.s. à Pau qui fournissait l'occasion d'un numéro spécial de 40 pages (n° 143), avec une interview de François Mitterrand et une étude sur l'univers politique des militants, l'histoire du congrès et les textes adoptés occupant l'essentiel du numéro suivant.

En consacrant de nombreuses pages à l'événement, « l'Unité » entendait faire plaisir à ceux qui l'ont vécu. Mais nous avons aussi abordé des sujets sur lesquels on aurait préféré, dans certains milieux, que nous gardions le silence : les pétroliers n'ont guère aimé que nous relations la manière dont ils se sont « partagé le gâteau » (n° 146) ; le maire de Nice, Jacques Médecin, a peu apprécié la façon dont nous avons décrit sa « salade niçoise » (n° 146) ; Michel Poniatowski n'a sans doute pas davantage goûté, entre autres choses, nos révélations sur les liens de sa police avec l'Iran (n° 148) ou celles sur le système d'écoutes téléphoniques installé à Boullay-les-Troux (nos 161 et 162) ; Jacques Chirac n'a pas bondi de joie lorsque nous avons dénoncé sa « mafia » corrézienne (nos 169 et 174) ; on a fait la moue au C.n.p.f. en lisant notre enquête sur les « truands du patronat » (nos 155 à 157), prolongée par un document accablant, « Vivre chez Peugeot » (n° 180) ; touché lui aussi, le maire indépendant de La Bourboule a choisi de nous traîner devant les tribunaux pour avoir fait un peu trop de publicité à son gré à sa « vie de château », que personne n'avait osé troubler jusque-là.

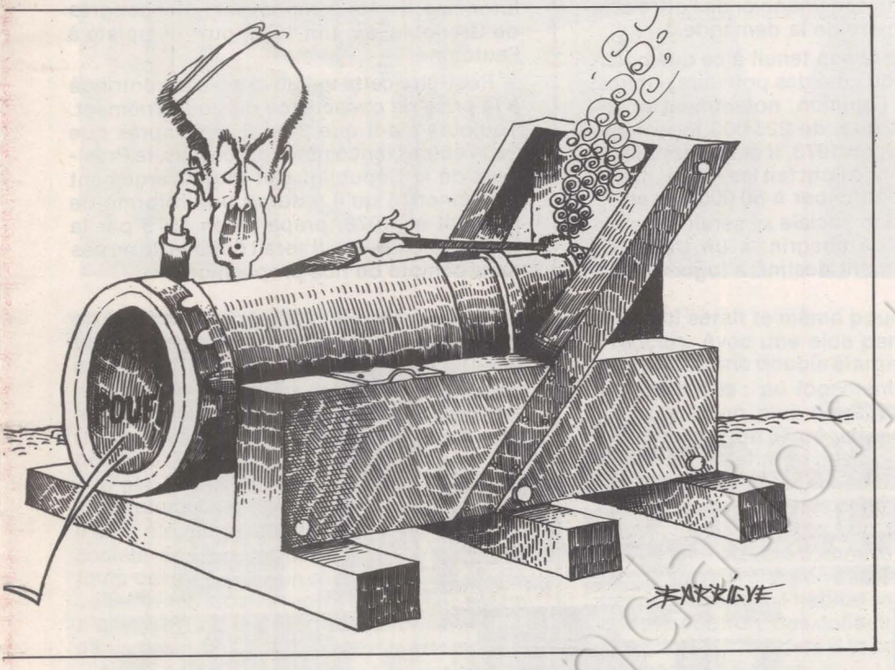
Preuve au moins que, si la France s'est en 1975 un peu plus enfoncée dans la crise, celle-ci ne touche pas tout le monde de la même manière. La crise, nous en avons parlé presque chaque semaine au niveau de la conjoncture. Mais nous avons aussi apporté des éléments d'information particulière ou de réflexion générale : la grande braderie de

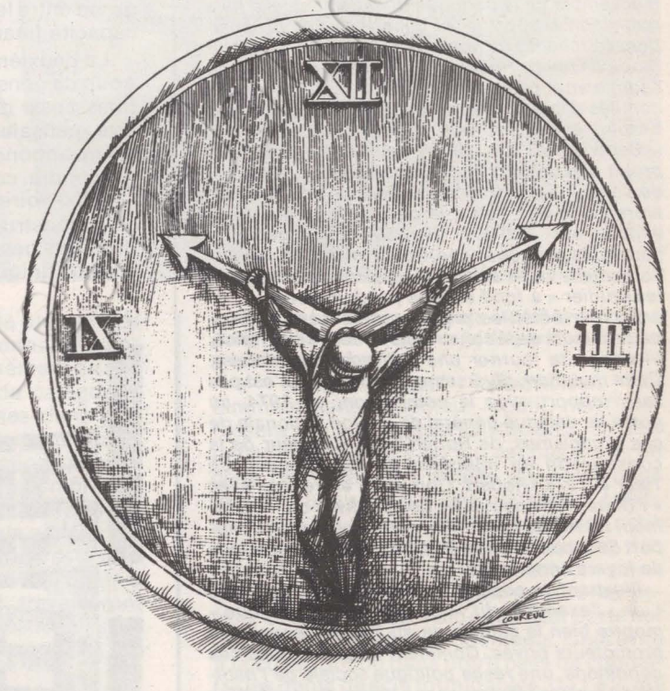
Collection Jean-Jaurès











l'informatique française (n° 158), le démantèlement du C.e.a. (n° 176), les réponses de cinq économistes mondiaux à l'occasion des entretiens de Suresnes (n° 162) ou le plan économique du P.s. (n° 170).

Sur le plan politique, les relations au sein de la gauche ont tenu une large place toute l'année dans nos colonnes, mais si nous avons riposté chaque fois qu'il était nécessaire aux attaques contre le Parti socialiste — François Mitterrand a répondu lui-même à un curieux rapport de Georges Marchais publié soudainement avec trois ans de retard (n° 167) — nous avons aussi systématiquement mis en relief tout ce qui pouvait contribuer au développement de l'union et nous n'avons pas été peu fiers de pouvoir publier côte à côte dans le même numéro (177) les interviews de Georges Marchais et de François Mitterrand — à quoi est venu s'ajouter, à la veille du congrès des radicaux de gauche, un entretien avec Robert Fabre (n° 183).

Ces interviews croisées du secrétaire général du P.c.f. et du Premier secrétaire du P.s. constituaient le quatrième volet de notre grande enquête commencée le 10 octobre sur l'avenir du socialisme en Europe du Sud et qui nous a permis de donner successivement la parole aux Espagnols Santiago Carrillo et Felipe Gonzalez, aux Italiens Enrico Berlinguer et Francesco de Martino, aux Portugais Alvaro Cunhal et Mario Soarès, enfin à Marchais et à Mitterrand. Enquête dont le retentissement a été considérable et qui a fait de « l'Unité » le grand carrefour du débat désormais ouvert entre socialistes et communistes de l'Europe méditerranéenne.

Si nous avons, évidemment, beaucoup parlé du Portugal et de l'Espagne, notre horizon géographique ne s'est pas limité à l'Europe du Sud. En mai, le compte rendu de la rencontre de Moscou entre le P.s. et le P.c.u.s. nous a permis d'apporter quelques lumières sur les perspectives de l'U.r.s.s., dont nous avons aussi décrit quelques réalités de la vie quotidienne (n° 153) et culturelle (n°s 174 et 175). Auparavant, semaine après semaine, Wilfred Burchett avait suivi pour nous, avec sa connaissance parfaite du terrain, « la chute des dominos » en Indochine avant de nous rapporter en exclusivité les projets des nouveaux dirigeants du Sud-Vietnam (n° 152, puis 172 et 173). Nous nous sommes intéressés à la nouvelle étape ouverte par le Parti social-démocrate suédois (n°s 172 et 174), aux perspectives actuelles du Sénégal avec une longue interview de Léopold Senghor (n° 178), au drame du Liban (n° 182), aux évolutions croisées de l'Egypte et d'Israël (n° 183). Nous n'avons oublié ni la lutte des Noirs américains dont Angela Davis a parlé ici avec Jean Genet (n° 159), ni le drame du peuple chilien — « Ils sont en train de tuer le Chili », nous a crié Carlos Altamirano (n° 171) —, ni l'assassinat il y a dix ans de Mehdi Ben Barka (n° 177), dont on reparle ces jours-ci.

Et l'on pourrait citer encore beaucoup d'événements de cette année 1975 que « l'Unité » s'est efforcée de suivre de son mieux, ceux qui ont marqué les luttes sociales un peu partout en France, les luttes régionales en Corse, en Bretagne, etc., ceux qui ont mis en relief les difficultés de la majorité, ceux qui ont souligné la progression et le renforcement du Parti socialiste. Ce fut, somme toute, et sans même parler des grands faits de la vie littéraire et artistique dont nous avons tenté de nous faire l'écho critique, une année bien remplie. Et, pour « l'Unité », une bonne année avec plusieurs milliers de nouveaux abonnés qui ont eu, comme nous, la satisfaction de voir s'ajouter à celles de notre équipe et à toutes celles que nous venons de citer quelques signatures que nous avons été particulièrement heureux d'accueillir : Alain Decaux, Claude Manceron, Gilles Perrault, Piem, etc.

Tout cela nous a seulement encouragé à essayer de faire mieux la prochaine fois. Et puisque 1975 est morte, vive 1976 !

Robert Lion (H.l.m.): «Notre vocation nous pousse à être des pionniers»

On connaît désormais les grandes lignes du changement préconisé par la commission Barre. Chargée par le chef de l'Etat d'étudier une réforme d'ensemble de la politique du logement, elle lui a remis son rapport le 23 décembre Ses propositions touchent à de nombreux domaines, allant du mode de financement aux méthodes de travail de l'administration en passant par l'attribution à des comités départementaux de la détermination des besoins et des priorités.

Cependant l'idée-clé du rapport tient dans le projet d'extension et de généralisation, à terme, de l'aide « à la personne ». Celle-ci remplacerait alors l'aide de l'Etat à la construction qui porte encore sur 400 000 des 500 000 logements construits chaque année. Pour l'immédiat, le gouvernement va se saisir de ces propositions pour les étudier « à fond et sans précipitation ».

De leur côté, les organismes d'H.l.m., principaux acteurs de la construction sociale en France, viennent de tourner une page de leur histoire. Cette mutation, diversement appréciée, n'est pas sans rapport avec la nomination, en 1974, au poste de délégué général de l'union nationale de ces organismes, de Robert Lion, directeur de la construction au ministère de l'Equipement de 1969 à 1974. Robert Lion s'est entretenu avec « l'Unité » des nouvelles perspectives du mouvement H.l.m., de l'action du gouvernement, du rapport de la commission Barre et des augmentations de loyers annoncées.

Illustrant et complétant les propos de Robert Lion, l'exemple du « Suresnes-Panoramique » montre bien la sollicitude du Pouvoir envers les promoteurs privés. Comment attendre, dans ces conditions, une réelle politique sociale de l'habitat du système libéral cher à Valéry Giscard d'Estaing ? Le P.s. ne se fait aucune illusion sur ce point. Il réclame cependant un certain nombre de mesures ponctuelles destinées à satisfaire dans l'immédiat les besoins les plus urgents.

Les usagers eux-mêmes, regroupés dans des associations comme la Confédération nationale du logement, présidée par Claude Massu, ont depuis longtemps compris la nécessité d'une action de masse pour défendre leurs intérêts. Les analyses des uns et des autres divergent parfois. Tous s'accordent cependant pour dresser un bilan négatif de la politique du logement social menée ces dernières années et pour s'inquiéter de certaines propositions du rapport Barre. Aussi peut-on s'attendre à ce que 1976 soit l'année d'un vaste débat sur l'habitat.

« L'UNITE » : En 1975, les organismes H.l.m. on redéfini leurs perspectives. Quelles menaces les ont ainsi aiguillonnés ?

ROBERT LION : Il y a un an, à la fin de 1974, la situation de la construction sociale en France était très inquiétante. Pour deux raisons. Le logement social n'était plus social : il était devenu trop cher pour les catégories de population que nous avons traditionnellement vocation à loger. Et il n'était plus possible de lancer certains programmes. Cela reste vrai aujourd'hui alors que des besoins subsistent. L'écart est bien trop grand entre le niveau financier de l'offre et la capacité financière de la demande.

La deuxième raison tenait à ce que beaucoup de gens, du côté des pouvoirs publics, mais aussi de l'opinion, notamment politique, pensaient que, de 225 000 logements H.l.m. annoncés en 1973, il était possible de descendre, comme l'ont fait les Allemands, à 100 000 voire de tomber à 50 000 par an.

La construction sociale se serait alors réduite en peau de chagrin, à un très petit secteur uniquement destiné à loger les exclus. L'initiative et les capitaux privés, avec éventuellement la Caisse des dépôts et le Crédit foncier, se seraient partagé le reste. La menace était donc double : un blocage dans l'immédiat et un dépérissement à très court terme. C'est contre cela que nous avons réagi. Tout d'abord nous avons réclamé toute une série de petits dégrippages grâce auxquels nous avons pu maintenir à peu près la situation en 1975. Parallèlement, puisqu'il s'agissait d'un problème global, nous avons pris le taureau par les cornes pour avancer des propositions et ne pas nous limiter à des critiques. C'est dans cet esprit que nous avons entrepris un « Livre blanc » élaboré au travers de 4 commissions présidées par Hubert Dubedout (urbanisation et politique urbaine locale), Claude Alphandery (financement), Claude Gruson (prospective de l'habitat) et Jean Turc (aspirations et besoins des citoyens). Pendant trois mois ces commissions, auxquelles ont participé en majorité des représentants des usagers, ont permis un très vaste brassage d'idées qui a débouché sur 4 rapports. Le mouvement H.l.m. en a fait une synthèse, le Livre blanc, qui n'engage que lui-même. Il a été entériné, par notre congrès de Grenoble, en juin 1975, puis complété à l'automne.

Peut-être cette initiative a-t-elle contribué à la prise de conscience du gouvernement. Toujours est-il que 2 ou 3 mois après que nous eûmes lancé notre processus, le Président de la République et le gouvernement ont annoncé qu'il y aurait une réforme de l'habitat en 1976, préparée en 1975 par la commission Barre. Il serait difficile de ne pas tenir compte de nos propositions.



— En quoi le Livre blanc vous paraît-il proposer une autre conception sociale de l'habitat ?

— Jusqu'ici, le logement social concernait surtout les catégories défavorisées par leurs revenus. Il était nécessairement « bon marché ». Nous envisageons le social comme bien autre chose que ce qui est à portée des pauvres. C'est un problème de société.

Une politique sociale de l'habitat se doit de lutter contre la ségrégation. A tout le moins ne doit-elle pas conforter les tendances ségrégatives actuelles par revenus, ethnies et générations. On les trouve aussi, sur un plan fonctionnel, par la dichotomie entre le logement, les services et les équipements de quartier.

Nous disons qu'à la limite le logement social est l'inverse d'une politique sociale de l'habitat. Résoudre de manière ségrégative revient, en effet, à ne pas résoudre les problèmes des catégories les plus défavorisées.

L'exemple scandinave est intéressant, au moins sous deux aspects. Au lieu de multiplier les sous-catégories comme chez nous,



on y considère que le logement n'est qu'un tout d'une politique urbaine, globale et intégrée. Les difficultés qu'éprouvent à se loger les catégories les plus défavorisées y appellent une solution meilleure et non pas inférieure à celles qui sont offertes au plus grand nombre.

C'est pourquoi nous ne voulons plus continuer à faire du logement social comme il en a été fait jusqu'ici. Il faut une politique sociale de l'habitat dans laquelle deux acteurs devront jouer un rôle déterminant : les collectivités locales (notre Livre blanc est un plaidoyer pour la décentralisation) et les organismes à but non lucratif.

Notre projet se situe dans une optique de transfert de responsabilités, de pouvoir et de moyens financiers aux collectivités locales. La responsabilité de l'Etat et la centralisation ne sont cependant pas seules en cause dans la situation actuelle. Les mécanismes de marché aboutissent à rendre antinomiques l'objectif social et l'objectif qualitatif. Pour maîtriser les lois du marché,il se présente différentes possibilités. Le Parti socialiste et le programme commun disent làdessus des choses très intéressantes. Il existe notamment une solution beaucoup plus radicale au problème foncier que l'esquisse de réforme de la loi foncière votée en 1975.

Il faut également que les acteurs de l'urbanisation et de l'habitat soient, le plus largement possible, des organismes sans but lucratif.

Le marché ne pousse pas à la bonne qualité et conduit à la sursaturation des besoins des catégories les plus favorisées quand, à l'inverse, les catégories modestes sont sous-satisfaites. Il faut donc contrarier le jeu du marché. Dans cette optique, les organismes à but non lucratif ont un rôle plus important à jouer.

— Qu'est-ce que cela signifie pour les organismes d'H.l.m. ?

— Eventuellement ne plus faire d'H.l.m. mais un logement aidé ou moyennement aidé qui serait le même pour la plupart des Français. Avec une aide personnalisée importante. Donc double élargissement de nos compétences : au logement de catégories de population plus nombreuses dans une perspective non ségrégative et, d'autre part, à la prise en charge des opérations d'aménagement dans leur ensemble, y compris les équipements scolaires et de quartier, les espaces, les commerces, etc. Cela se fait déjà depuis une dizaine d'années mais reste trop rare. Nous voyons donc notre avenir comme généralistes de l'habitat qui travailleront sous le contrôle des collectivités locales, en associant les usagers à la conception et à la gestion de l'habitat.

— En quoi les différentes mesures prises en 1975, le budget 1976 et les propositions de la commission Barre vous satisfont-ils ?

— Les mesures prises en 1975, des rallonges de crédits, ont davantage bénéficié à la construction privée qu'au financement H.l.m. En 1975, il n'y a eu aucune préoccupation de réforme au fond. Le gouvernement l'avait d'ailleurs annoncé en la reportant à plus tard. Il ne s'est occupé du logement que par rapport au problème de l'emploi dans le bâtiment. Ce n'est sûrement pas avec cette seule approche que l'on résoudra le problème social de l'habitat qui reste aigu. Le ministre de l'Equipement lui-même a dit au début de 1975 qu'il y a encore 16 millions de mal-logés. Ce qui est vrai en termes de surpeuplement et d'insalubrité.

Le rapport de Raymond Barre nous intéresse. Sans être d'accord avec tout ce qu'il dit, nous observons qu'il va dans le même sens que nous. Mais avec un accent plus libéral. Il va semble-t-il jusqu'à supprimer totalement les aides à la pierre pour ne retenir que les aides à la personne. Il prévoit bien pour les organismes H.l.m. un rôle développé, plus général dans un contexte moins spécialisé. Mais il va trop loin et nous prendrons position sur ce rapport au cours de notre congrès extraordinaire de février prochain.

— La suppression de toute aide à la pierre ne porte-t-elle pas en germe la disparition des organismes d'H.l.m. ?

— N'importe quel constructeur, notamment dans le secteur locatif, ne s'intéressera pas aux catégories sociales les plus défavorisées. Parce qu'il n'est pas facile de gérer des ensembles locatifs. Il y aurait donc toujours une raison d'être pour les organismes d'H.l.m. Mais de toute façon nous comptons nous battre pour le maintien des aides à la pierre. Leur suppression serait dramatique pour la régularité de la construction. Chaque année, l'aide de l'Etat porte sur 350 000 sinon 400 000 logements. Cela évite à la construction dans notre pays de connaître les dents de scie formidables, de 1 à 2, qui ont affecté le volume de la construction en Angleterre, aux Etats-Unis et en Allemagne. En Italie, ils sont descendus au tiers de ce qu'ils faisaient il y a quelques années. L'aide à la pierre permet aussi à la puissance publique, aujourd'hui l'Etat et peut-être demain les collectivités locales, de bien diriger l'urbanisation. Elle permet de conduire une politique technique de qualité, de progrès, de développement de nouvelles formules architecturales, etc. Sa suppression serait donc une véritable catastrophe. Je ne pense pas que le gouvernement aille jusque-là.

— Reconnaissez cependant que les partis de gauche, les grandes centrales syndicales et les associations familiales et de défense du logement ont vu dans les propositions du Livre blanc un risque de désengagement de l'Etat.

— Il est vrai qu'un régime qui fait une plus large part à l'aide à la personne par rapport à l'aide à la pierre peut présenter certains risques de désengagement. Il suffit en effet de ne pas rajuster chaque année les barèmes de l'allocation logement ou de l'aide personnalisée. C'est la raison pour laquelle nous avons demandé que le nouveau dispositif de financement du logement et de l'habitat fasse l'objet d'une loi de programme sur la durée du 7e plan.

Cela dit, avec le système actuel plus axé →

LE PARTI SOCIALISTE ET LE PROBLEME DU LOGEMENT

La situation du logement pour les couches sociales les plus défavorisées est telle qu'il n'est pas possible d'attendre les mesures à moyen et long terme proposées par le rapport Barre pour agir. D'autant plus que celui-ci n'envisage aucune solution pour l'immédiat.

Le Parti socialiste préconise dès à présent la mise en route d'un plan d'urgence « Logement » qui ne se résume pas à quelques vagues promesses comme celles contenues dans le « plan de relance » gouvernemental.

Ce plan d'urgence doit répondre à deux impératifs : répondre aux besoins les plus urgents de la population ; imposer de nouvelles priorités.

1 — Répondre aux besoins les plus urgents.

Il faut bloquer les loyers pendant un an, en accordant aux gestionnaires de logements sociaux des compensations adaptées. Il faut dans le même temps instaurer des procédures de contrôle des charges locatives par les habitants pour éviter que, par ce biais, la loi soit tournée. Une part accrue du montant de ces charges, sera intégrée dans le calcul de l'allocation-logement.

Les moyens de défense des locataires doivent être accrus, avec en particulier, l'aide des municipalités. Le droit au maintien dans les lieux et la garantie d'un relogement sur place doivent être élargis à tous les habitants de logements anciens.

2 — Imposer de nouvelles priorités.

Il n'est pas question d'imposer une enveloppe globale de logements à construire, qui n'a pas de sens si le contenu de cette enveloppe n'est pas précisé.

Dans l'immédiat, il faut rattraper le retard pris dans le secteur locatif au cours du VIe Plan, soit environ 50 000 H.l.m. dont 20 000 P.l.r. Le système des P.i.c. doit être révisé en instaurant un plafond de ressources et en excluant les investisseurs de son bénéfice.

De manière plus générale, tous les fonds publics destinés au logement (épargne-logement, prêts Crédit agricole) doivent être liés à un plafond de ressources. De même les aides indirectes doivent être révisées pour que l'aide bénéficie réellement à ceux qui en ont besoin. Ainsi l'exonération de l'i.r.p.p. des intérêts des prêts sera plafonnée et portera sur le montant de l'impôt et non sur l'assiette.

Les ressources de l'épargne populaire exonérée d'impôt seront affectées exclusivement au financement de logements accessibles avec plafond de ressources.

Le 1 % patronal devra être versé pour 30 % à des organismes publics d'H.l.m., le reste sera soumis au veto éventuel des syndicats et comités d'entreprise.

Enfin le retour au taux de 2,95 % des prêts de la C.p.h.l.m. est exigé dans un premier temps.

Si de telles mesures étaient prises d'urgence, alors pourrait s'engager le grand débat sur l'avenir à moyen terme d'une politique sociale du logement. Pas avant.

FRANÇOIS SOULAGE

→

sur l'aide à la pierre, on observe déjà un désengagement. On a vu au cours de ces dernières années, le volume de l'aide de l'Etat en francs constants diminuer, particulièrement pour les programmes les plus sociaux. Le désengagement n'appartient donc pas à tel ou tel système. Il est déjà une réalité et il faut que l'opinion se mobilise. Les parlementaires eux-mêmes se doivent d'être plus vigilants, pour éviter que ce désengagement ne s'entérine d'un budget sur l'autre.

— Les mesures prises en 1975 et le budget 1976 vous paraissent-ils répondre aux besoins reconnus par Robert Galley ?

— Non, je ne pense pas. Les besoins quantitatifs demeurent très importants. Je donnerai simplement 2 chiffres que j'ai cités dans mon rapport au Conseil économique et social. Encore 30 % des logements en France n'ont pas de sanitaires contre 12 % en Angleterre et 10 % en Allemagne. Environ 50 % des ménages vivent en état de surpeuplement modéré ou accentué, si l'on considère qu'il y a surpeuplement « modéré » dès lors qu'un ménage de 2 personnes avec 2 enfants dispose de 2 pièces et une cuisine. En disant cela je conteste les normes de l'Insee, qui datent de l'après-guerre.

— Les familles les plus modestes n'ont plus les moyens d'accéder aux H.l.m. Les impayés et les saisies se multiplient. Est-il normal dans ces conditions de faire supporter aux locataires d'H.l.m., déjà aux prises avec des charges en hausse constante, une nouvelle augmentation de loyers qui pourrait dépasser 7,5 % ?

— Parmi nos deux millions de locataires il est évident que davantage connaissent actuellement une situation difficile. Il faut bien que les chômeurs soient quelque part et je crois qu'ils sont logés, en grande partie, dans les H.l.m. Donc il est vrai qu'il y a des difficultés. Le taux d'impayés n'est pourtant pas dramatique si l'on exclut 2 ou 3 départements de la région parisienne et probablement les Bouches-du-Rhône.

Pour ce qui est des loyers, il ne faut pas confondre les organismes d'H.l.m. et l'Etat. Nos organismes sont autonomes et pour leurs comptes d'exploitation, en face d'un franc de dépense, il leur faut mettre un franc de recette. Nos 3 postes de dépenses sont la gestion, et donc des frais de personnel qui augmentent ; l'entretien des immeubles, fortement sacrifié cette année ; le remboursement de nos prêts. La seule recette de notre budget provient des loyers. Le gouvernement nous a demandé de limiter leur progression. Nous comprenons son souci de réduire l'incidence du logement sur les budgets des ménages. D'autres solutions étaient possibles : majorer l'allocation de logement, réduire la T.v.a. sur les combustibles destinés au chauffage du logement social, supprimer le droit de bail, toutes choses que nous lui avons demandées dans le courant de l'année 1975. Mais il a choisi une autre voie en nous recommandant de ne pas augmenter les loyers de plus de 7,5 % en un an. Alors nous nous sommes retournés vers lui pour lui demander, sur le seul de nos postes dépenses où il puisse jouer, un différé de remboursement des prêts. M. Fourcade n'a pas accepté. A ce moment là, c'est-à-dire ce mois-ci, nous avons expliqué aux organismes que, face à la recommandation de limiter les hausses à 7,5 %, ils devaient agir selon leurs possibilités. Sans mettre leur propre survie en péril puisque nous sommes appelés dans l'avenir à être plus exposés à la concurrence.

Ils se montreront attentifs aux cas sociaux individuels. Nous leur avons également demandé d'expliquer aux locataires où sont les responsabilités.

— Pourquoi ne pas préconiser le retour au financement à 1 % sur 45 ans ?

— Le 1 % à 45 ans débouche sur un logement très social, donc ségrégatif et réservé à des catégories modestes puisqu'il est as-

Scandales

Les terrains de l'ancienne usine Gévelot, situés à Suresnes rue du Val-d'Or, sont l'objet de la convoitise d'un groupe financier qui tente, avec le soutien de l'Etat, d'imposer une opération de spéculation immobilière en violation du plan d'occupation des sols, le Pos.

Rappelons les faits. En 1972, l'entreprise Gévelot ferme ses portes dans le cadre d'un regroupement de ses activités sur l'usine d'Issy-les-Moulineaux. Cette fermeture, qui touche 50 salariés, libère un terrain de 8 377 m2. Une aubaine. Trop cher pour la municipalité, le rachat de ce terrain (environ 1 300 francs de charge foncière au m2) attire un groupe immobilier qui y voit la possibilité de réaliser une opération de haut standing. Or la ville, qui élabore son Pos, arrête pour ce secteur un coefficient d'occupation des sols (Cos) destiné à préserver le site de ce quartier pavillonnaire, mais déjà très urbanisé sur Saint-Cloud.

Le 15 février 1974, la Société civile immobilière « Suresnes Panoramique » dépose auprès des services de l'Equipement une demande de permis de construire de 110 logements. Le projet n'envisage évidemment pas comment aboutir à la réalisation des équipements socio-éducatifs nécessités par une telle opération. Le délai d'instruction de cette demande est fixé à trois mois par la direction de l'Equipement, afin de permettre la consultation des services.

D'emblée, le projet contredit les intentions du conseil municipal. S'engage alors une procédure qui, à son terme, met en évidence l'arbitraire gouvernemental et la complaisance du Pouvoir vis-à-vis des spéculateurs.

Le maire de Suresnes, consulté, répond aux services de l'Equipement que la conception du projet, qui retient l'édification d'un bâtiment à 6 niveaux, est d'une hauteur supérieure aux constructions environnantes situées sur le territoire de la commune, que le volume de ce bâtiment risque de porter atteinte au site et que la position frontale des bâtiments par rapport à la voie ferrée constituerait une source de nuisances par la fré-



Rue du Val-d'Or, à Suresnes.

L'AFFAIRE SURESNES PANORAMIQUE

quence de passage des trains. Enfin, Robert Pontillon demande qu'un avis définitif de la commune sur ce projet puisse être donné lorsque le règlement d'urbanisme intéressant l'îlot sera élaboré et approuvé par le conseil municipal. En effet, l'administration risquerait, sans cette précaution, d'accorder un permis en contradiction avec les orientations du Pos en cours d'élaboration.

De fait, les études menées à cette époque font l'objet d'une décision au conseil municipal du 5 juillet 1974. Menées par la direction de l'Equipement, elles concluent à une réduction du Cos de 1 à 0,4... ce qui interdit de fait toute construction à grande hauteur. L'administration décide donc de proroger le délai d'instruction de la demande de permis de construire. Et c'est ainsi que le directeur départemental de l'Equipement adresse au maire un avis sur ce projet, aux termes duquel le permis doit être refusé en considérant que « les constructions, par leur situation et leurs dimensions, sont de nature à porter atteinte à l'intérêt des lieux avoisinants (article R 110-21 du code de l'urbanisme) ».

Le maire de Suresnes prend alors un arrêté portant rejet de la demande de permis de construire qui est notifié à la S.c.i. le 1er juillet 1974.

Au-delà du délai de recours contentieux pour annulation, la S.c.i. « Suresnes Panoramique » dépose le 13 septembre 1974 une nouvelle demande de permis de construire à la direction départementale de l'Equipement, reconnaissant ipso facto le bien-fondé de la décision du refus de permis de construire.

Le 12 décembre 1974, par arrêté préfectoral, il est sursis à statuer sur cette nouvelle demande de permis de construire. Or, par arrêté du 19 septembre 1975, le préfet des Hauts-de-Seine reporte l'arrêté du maire de Suresnes du 27 juin 1974. Cette décision de l'autorité préfectorale a pour effet d'accorder tacitement la construction des 110 logements qui, par la situation et les dimensions des bâtiments, sont de nature à porter atteinte à l'intérêt du site concerné.

Dès lors quelle valeur peut-on accorder à un Pos s'il n'est pas opposable aux tiers ou si le fait du prince permet d'y déroger ?

Aussi le conseil municipal décide-t-il alors d'intenter une action devant le tribunal administratif, en vue d'obtenir l'annulation de l'arrêté préfectoral et, tout d'abord, un sursis à exécution. Cette décision s'inscrit dans la logique de la volonté municipale : « limiter le développement abusif des programmes exclusivement immobiliers » déclare Pontillon dans son introduction au Bulletin municipal officiel consacré à ce sujet.

Dès lors, certaines conclusions s'imposent s'agissant de l'attitude de la préfecture, agissant es qualités au nom du gouvernement.

Les Hauts-de-Seine sont, depuis 15 ans, un terrain privilégié pour la spéculation. Or Suresnes, par la volonté de ses élus, est plus épargnée par l'urbanisme sauvage que les communes voisines. Cette affaire est donc intéressante et significative. Elle met une fois encore en lumière les relations particulières qui existent entre le Pouvoir et l'argent. Ainsi un promoteur privé, grâce à la sollicitude gouvernementale, peut-il bafouer l'autorité locale et transgresser aux règles d'urbanisme. Il est d'ailleurs piquant de relever que cette affaire se nouait au moment même où l'Assemblée nationale débattait de la réforme foncière : ce qui est précisément en cause, c'est la capacité des communes à maîtriser leurs sols.

Mais la compréhension du Pouvoir est grande lorsqu'il s'agit de la promotion immobilière ! Par contre, la construction sociale, qui répond à des besoins préoccupants et plus urgents, n'est pas aussi bien encouragée. Suresnes est bien placée pour le savoir, elle dont les programmes H.l.m. ont été bloqués plusieurs années faute de subventions d'Etat.

Aujourd'hui, une fois encore, le Pouvoir donne une juste mesure de ses intentions en matière d'urbanisme. Et, dans ce domaine aussi, les élus locaux se retrouvent seuls porteurs des intérêts légitimes de la population pour revendiquer une véritable réforme de la loi foncière qui freinerait l'urbanisme sauvage. Mais ce serait là contredire une certaine image du « libéralisme avancé », cher à nos gouvernants. Alors, à tout prendre, les communes et les mal-logés peuvent attendre...

GEORGES LE GALLO

sorti d'un plafond de ressources bas. On ne s'en sortira pas si l'on reste dans cette optique de normes, de surfaces, de qualité réduite.

— Contrairement à une opinion répandue, à tort, il semble que les organismes d'H.l.m. attachent une grande importance à la qualité.

— C'est exact. J'ai encore été récemment amené à insister devant le Conseil économique et social sur l'aspect qualitatif. Le logement en soi, cela n'a pas de signification. Ce qui importe, c'est un cadre de vie, une relation à la ville, les ensembles batiment-environnement et habitat-équipement.

La revendication qualitative est apparue assez récemment. Il nous faut la prendre en compte et penser à l'avenir. L'âge moyen du parc de logements en France est de 95 ans. Cela signifie que, si on continue à ce rythme-là, 95 % des logements qu'on construit seront encore debout dans un siècle. Le cadre de vie actuel ne collerait pas. Serait-il même valable en l'an 2000 ? Que faut-il donc faire ?

Nous devons construire des logements plus grands. Nous construisons quasiment les plus petits d'Europe. Par exemple la surface moyenne du logement construit au Danemark aujourd'hui est de 119 m2 contre 76 m2 en France. Il faut également un habitat plus diversifié, une architecture plus riche, une meilleure association du collectif et de l'individuel avec des formes d'habitat intermédiaires. Une plus grande flexibilité de la construction est nécessaire. Cela permet de transformer les logements selon l'évolution de leur utilisation et des modes de vie. Il faut enfin un habitat peut-être plus cher au départ mais moins coûteux à l'usage. Aujourd'hui nous travaillons sur le mode du bon marché. C'est coûteux à l'entretien, en chauffage, en renouvellement de plomberie ou d'ascenseurs, etc.

Cependant les H.l.m. ont déjà fait des réalisations très intéressantes qui commencent à avoir une renommée internationale. Nous pensons que notre vocation sociale nous pousse aussi à être des pionniers. Dans les domaines de l'architecture, des technologies et des nouvelles énergies en matière de chauffage, nous tâchons de défricher des voies nouvelles.

Propos recueillis
par JEAN-LOUP REVERIER

ALLIER LE REVE ET LA REALITE

De notre envoyé spécial

La Havane est une fête. Partout des drapeaux cubains, des drapeaux rouges aussi. Plus rarement des drapeaux rouge et noir du Mouvement du 26 Juillet. Les Comités de défense de la révolution, organisation de masse à laquelle appartiennent, quand ils ne sont pas « petits paysans », la plupart des citoyens cubains, ont décoré façades et rues. Un peu partout on a aussi répondu au mot d'ordre : « Faites de Cuba un jardin » et plantes et fleurs ont poussé. On a repeint les murs de ces maisons de style colonial « d'avant la révolution » que l'on avait dit, un moment, condamnées. Depuis le 16 avril, on se préparait : les activistes convoquaient des réunions d'explication, sollicitaient des amendements aux projets de thèse. L'année 1975 avait été baptisée « année du Premier Congrès ». Il est difficile de l'ignorer, la radio le répétant avant chaque bulletin d'information et les quotidiens le portant en bandeau sous le titre depuis janvier dernier. C'est une mobilisation sans précédent en intensité qui a été réalisée et le voyageur qui atterrit à l'aérodrome José-Marti est tout de suite pris par l'ambiance.

Rien n'avait donc été laissé au hasard par les dirigeants de la Révolution cubaine pour que le 1er congrès du Parti communiste cubain soit ressenti par le peuple de la grande île caraïbe comme un événement considérable : il s'agissait de marquer avec la plus grande solennité la fin d'une étape longue de 17 ans, la période la plus fertile en événements, la plus riche en changements de l'Histoire de ce petit pays de 9 millions d'âmes. Au cours de cette période, les Cubains ont été soumis aux plus dures épreuves : blocus économique sans précédent dans le monde moderne, boycottage de la part de nombreux Etats occidentaux et latino-américains, tentative d'invasion, projets d'assassinats contre les dirigeants, organisation de maquis contre-révolutionnaires, sabotages, pressions et intimidations de toute sorte. Or, à chaque coup qui lui était porté, la révolution a répondu par une accélération, par une radicalisation du processus. Aussi, on peut dire, sans risque d'être démenti, que cette étape est en elle-même une victoire, quel que soit le prix payé en efforts et en sacrifices.

Le Plan et la canne

Pour faire le bilan de ces 17 années de révolution, les 3 116 délégués (1) et les représentants des 86 partis et organisations invités (2) ont assisté à un gigantesque marathon oratoire. Pendant près de 11 heures, dans un silence recueilli entrecoupé de fréquentes ovations, Fidel Castro n'a, apparemment, rien laissé dans l'ombre. Mais il n'y a pas eu de surprise.

Il s'agissait d'abord de situer la révolution dans un contexte historique se voulant cohérent, sur la base de l'analyse marxiste mais intimement lié aux réalités cubaines. Ce que la direction du Parti se propose de faire apparaître, c'est que le socialisme cubain n'est pas la conséquence du seul mouvement révolutionnaire entrepris le 26 juillet 1953 par les assaillants de la caserne Moncada et développé victorieusement par les « barbudos » de la Sierra Maestra : il est l'héritier des premières luttes contre l'esclavage et pour l'indépendance, de la guerre des Dix ans (1868 - 1878) contre le colonialisme espagnol, des nouveaux combats conduits par José Marti et ses compagnons à partir de 1895. Quant au Parti communiste cubain, il est le fils du Parti révolutionnaire fondé par José Marti, du « premier Parti marxiste-léniniste » de Mella et Valino (1925), tout autant que du « Mouvement du 26 Juillet» de Fidel et de ses guérilleros. Mais si le leader cubain se réfère sans cesse aux noms de Marx et Lénine, ce sont encore et toujours des textes de José Marti, inspira-

UN CONTRE DEUX

Italie

De notre correspondant

La discussion du projet de loi sur l'interruption de grossesse devant la commission compétente de la Chambre italienne vient de donner une curieuse image de ce fameux « compromis historique » qui occupe depuis pas mal de temps déjà le débat politique dans la péninsule : communistes et démocrates chrétiens ont, en effet, voté ensemble — avec le M.s.i., néo-fasciste — l'article 2 du projet qui restreint sensiblement la libéralisation de l'avortement en laissant la décision finale entre les seules mains du médecin.

Ce vote a fait rebondir la polémique entre socialistes et communistes à deux niveaux. Sur le problème de l'avortement, d'abord, le P.s.i., partisan d'une libéralisation totale, reproche au P.c.i. sa tiédeur en la matière. « Il s'agit, disent les dirigeants socialistes, de savoir si la femme a ou non le droit de décider de ce qui concerne son propre corps ». Et l'un de ses dirigeants, Riccardo Lombardi, leader de l'aile gauche du Parti, précise :« Le projet de loi actuel soumet la femme à un contrôle humiliant. L'avortement ne sera possible qu'à travers une procédure compliquée à laquelle la partie la plus pauvre de la population ne pourra pas accéder, compte tenu des coutumes et des préjugés qui existent dans notre pays. » A quoi les communistes répondent que ce projet de loi représente malgré tout un important pas en avant par rapport à la situation actuelle et par rapport à tout ce qui avait été proposé jusque-là. Et ils ajoutent que les socialistes ne se font les défenseurs intransigeants des droits de la femme que pour combattre le rapprochement entre le P.c.i. et la Démocratie chrétienne.

C'est, en effet, le second niveau de la polémique, qui dépasse largement le problème de l'avortement. Le P.s.i. s'est toujours méfié du « compromis historique », en redoutant que celui-ci n'aboutisse à une entente directe entre les deux plus grands partis, entente dont il ferait lui-même les frais. C'est pourquoi il a réagi avec vigueur dans l'affaire de l'avortement. Avec vigueur et unité, ce qui est un fait nouveau dans la vie du P.s.i. et tout à fait caractéristique de son évolution actuelle. C'est, par exemple, Giacomo Mancini, qui a été naguère, au sein du Parti, l'un des principaux adversaires du courant majoritaire dirigé par Francesco De Martino, qui déclare : « L'enjeu du débat porte sur une question que nous avions dans le passé laissée dans l'ombre : celle de notre identité et de notre capacité à surmonter nos complexes. Nous ne voulons rien imposer à personne, mais nous ne pouvons renoncer à nos principes sans compromettre cette unité interne que nous avons laborieusement conquise. C'est un choix vital qui ne saurait admettre de troisième voie ou de médiocre compromis. »

Le P.s.i. ne court-il pas ainsi un risque d'isolement ? Ses dirigeants sont unanimes à répondre par la négative en soulignant qu'il ne faut pas seulement prendre en considération les jeux des états-majors des partis, mais aussi les sentiments populaires au regard de la défense des droits des citoyens, de l'élargissement de la démocratie et des exigences des travailleurs. Et ils pensent que, sur ce terrain, leur position est mieux comprise que celle, purement parlementaire, dans laquelle s'engagent les communistes. L'avenir seul dira qui a raison, mais il est certain dès aujourd'hui que, avec son unité retrouvée, le P.s.i. est devenu le troisième partenaire obligatoire d'un débat que les deux principaux interlocuteurs auraient sans doute préféré poursuivre seuls.

SERGIO MAURO



Fidel Castro prononçant son discours de 11 heures devant le congrès.

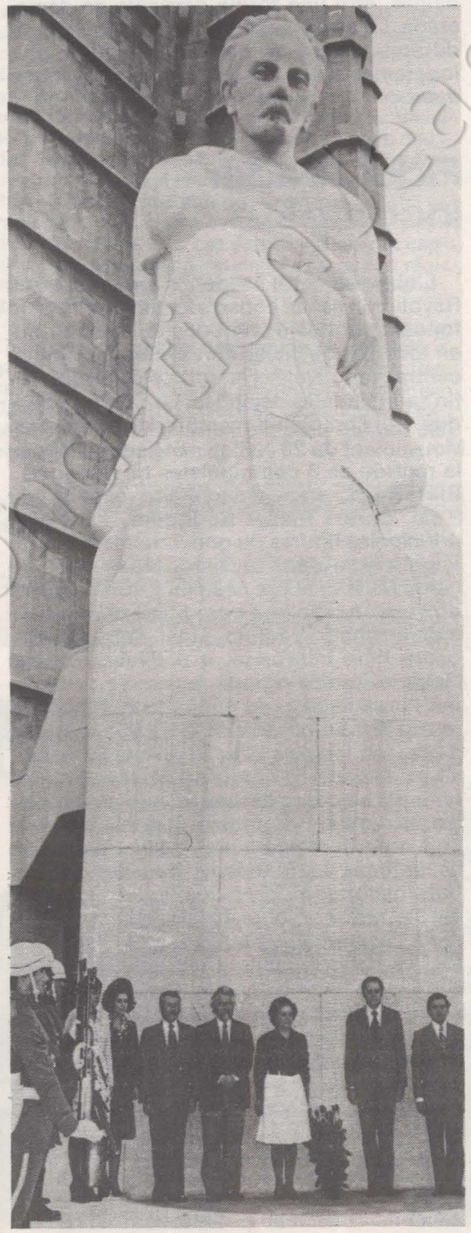




Fidel Castro célébrant le « Jour des paysans ».



Brigades d'alphabétisation.



Le monument à José Marti, à La Havane.

teur et apôtre de la Cuba nouvelle, qu'il cite dans le rapport central au congrès.

L'épopée révolutionnaire est ainsi retracée, l'historique du nouveau parti est établi. Fidel Castro avait déjà exposé ces thèses en célébrant l'été dernier avec éclat le 50e anniversaire de la fondation du « Premier Parti marxiste-léniniste », véritable réhabilitation du rôle des communistes traditionnels du P.s.p. dont il regretta longtemps les réticences à l'égard de son entreprise. De la même manière met-il en avant le rôle de la centrale ouvrière que le P.s.p. dominait et qui, après avoir refusé de s'engager au printemps 1958 quand le mouvement castriste était encore taxé d'« aventuriste », déclencha une grève générale décisive dans les derniers jours de la même année qui déjoua les plans de certains officiers de la dictature manipulés par la C.i.a. qui prétendaient frustrer la révolution de sa victoire.

Le bilan des résultats obtenus dans le domaine économique et social, particulièrement positif, était lui aussi amplement connu puisque longuement discuté à tous les niveaux depuis plusieurs mois à l'intérieur du parti et dans les organisations de masse. L'élaboration du premier Plan quinquennal vise essentiellement à développer l'industrialisation de l'île, qui a déjà progressé à pas de géant depuis 1970 et à améliorer, par la rationalisation des méthodes, la mécanisation généralisée de la coupe et l'utilisation de nouveaux plants, la production de la canne à sucre (75 % des ressources en devises du pays). Mais ce bilan est surtout sensible pour le voyageur qui retourne dans l'île après quelques années d'absence : matériellement, les Cubains ne manquent de rien d'essentiel et les perspectives sont telles que rien ni personne ne semble pouvoir arrêter le pays dans sa marche vers le progrès économique, social et culturel.

1976: Le pouvoir populaire

Sortant du provisoire, et de l'improvisation dans le domaine idéologique et économique, Cuba va aussi se doter d'une Constitution, d'un régime administratif. Là aussi il s'agit de la mise en application et de la généralisation d'un plan adopté de longue date et expérimenté depuis 1974 dans la province de Matanzas. Le pouvoir populaire, fondé sur l'élection de représentants locaux, provinciaux et nationaux à partir de listes établies par les organisations de masse (3), va →

(1) Ils représentent 202 000 militants du P.c.c.

(2) La délégation du Parti socialiste était dirigée par Lionel Jospin qu'accompagnaient Pierre Guidoni et Antoine Blanca. Georges Marchais dirigeait la délégation du P.c.f.

(3) Les listes de candidats proposés par les citoyens au niveau de l'immeuble, du pâté de maisons, du hameau, comptent toujours plus de noms que de sièges à pourvoir (3 fois plus lors de l'expérience de Matanzas, où 55 % des élus n'étaient pas membres du P.c.c.).

ALLIER LE REVE ET LA REALITE

entrer dans les faits en 1976. La Constitution sera adoptée par référendum le 15 février 1976 et proclamée le 24 février (81e anniversaire du début de la guerre d'indépendance de 1895). Les élections municipales auront lieu en avril, les provinciales en octobre et l'Assemblée nationale se réunira le 2 décembre 1976, date du 20e anniversaire du débarquement du Granma.

Marquant la fin d'une étape, le 1er congrès inaugure donc une nouvelle ère de la révolution sur des bases solides. Car Fidel n'exagère en rien quand il affirme : « Aujourd'hui, nous pouvons proclamer avec orgueil que nous sommes un pays sans chômage, sans discrimination raciale, sans drogues, sans analphabétisme, sans enfants allant pieds nus et non scolarisés, sans quartiers d'indigents et sans malades abandonnés à leur sort. Notre éducation et notre système sanitaire sont un modèle de réussite sociale qui font l'admiration de bien des pays dans le monde ».

Le but assigné aux travailleurs pour les cinq années à venir est clair : devenir un pays approchant le fameux seuil de développement. C'est, à l'évidence, la préoccupation centrale des dirigeants révolutionnaires. Ils savent que les obstacles ne manquent pas : la variation du cours du sucre sur le marché mondial laisse peser bien des menaces, annonce bien des incertitudes quant à la réalisation des objectifs du plan. Membre du Comecon depuis 1971, Cuba sent bien que son avenir est intimement lié à l'Union soviétique et aux autres pays communistes. L'époque d'un certain « castrisme » fait désormais partie de l'Histoire. A La Havane, ce ne sont plus les révolutionnaires échevelés et romantiques de la « Tricontinentale » que l'on réunit, mais la conférence des très réguliers partis communistes d'Amérique latine et de la zone caraïbe. L'analyse implacable des réalités se substitue aux débordements généreux de la « révolution dans la révolution ». Ne nous méprenons pas : c'est l'aboutissement d'un processus amorcé dès 1965 lorsque le 1er octobre fut créé le Parti communiste cubain. Là aussi il n'y a pas de surprise. Mais il y a, quant au fond, une réelle continuité. La révolution, si elle a perdu de son débraillé, n'a pas perdu son originalité essentielle : la pensée de José Marti est avant tout une éthique, un humanisme militant visant à bâtir avec des hommes nouveaux une société fraternelle. C'est ainsi que Fidel a confirmé avec force la priorité donnée aux stimulants moraux sur les matériels pour avancer toujours plus vite vers l'égalitarisme. Les dirigeants cubains veulent donner une assise solide à une révolution que de puissants voisins ne renoncent pas à détruire. Pour cela, il lui faut des amis, des alliés qui, avec un peuple prêt à tous les sacrifices, garantissent son existence. Alors, ces alliés, on va cesser de les fronder.

Et il est bien difficile à quiconque de donner des leçons, quand on se souvient que Cuba se trouvait bien seule, dans les deux premières années de la Révolution, lorsquelle fut victime des pires représailles pour avoir simplement donné au peuple ce qui lui revenait. Des désaccords sur tel ou tel aspect de sa politique ne peuvent diminuer en rien l'admiration que les socialistes portent à un peuple qui, au milieu des périls et des difficultés, s'est placé au premier rang de l'Amérique latine dans le domaine social, sanitaire et éducatif pour se mettre en position de vainqueur dans la course au développement.

Nous suivrons aussi avec intérêt l'organisation du pouvoir populaire qui peut s'avérer, dans le cadre spécifique des réalités cubaines, être une forme originale de démocratie. Là aussi le dialogue direct de Fidel et de son peuple ne pouvait continuer plus longtemps à tenir, seul, lieu de gouvernement.

Fidel, leader incontesté

L'obsession du leader incontesté de la Révolution est de consolider un régime en le fondant sur des institutions qui assureront, en tout état de cause son avenir. Le Comité central, renouvelé et élargi, a été élu au scrutin secret par les délégués. Le Bureau politique, qui comptait 8 membres tous issus du Mouvement du 26 Juillet, a été complété par la rentrée de 3 communistes traditionnels : Blas Roca, ancien secrétaire général du P.s.p. Carlos Rafael Rodriguez, l'une des principales figures du gouvernement qui rejoignit Fidel dans la Sierra Maestra et Arnaldo Millan ; et par celle de 2 compagnons de l'armée rebelle, Pedro Miret et José Ramon Machado Ventura. Fidel, dans son discours final improvisé, a d'ailleurs corrigé l'impression de rigidité excessive produite par l'organisation du congrès, en rappelant que le révolutionnaire qu'il n'a jamais cessé d'être, sait toujours allier le rêve et la réalité : « Les révolutions connaissent des périodes d'utopie au cours desquelles ses antagonistes, se donnant en entier à la noble tâche de convertir en réalité leurs rêves et de mettre en pratique leurs idéaux, pensent que les buts historiques sont beaucoup plus proches et que la volonté, les désirs et les intentions des hommes peuvent passer par dessus les faits objectifs. Non que les révolutionnaires doivent ignorer le rêve et la volonté la plus déterminée. Sans un peu de rêve et d'utopie il n'y aurait pas de révolutionnaires. Notre propre histoire démontre que des difficultés en apparence invincibles avaient une solution. Mais le révolutionnaire a aussi le devoir d'être réaliste d'adapter son action aux lois historiques et sociales... Il faut savoir apprendre des faits et des réalités ».

ANTOINE BLANCA

Asie du Sud-Est

Depuis le 17 avril 1975, date de la libération de Phnom Penh, les nouveaux dirigeants du Cambodge n'ont eu que de rares contacts avec la presse. L'isolement volontaire du Cambodge intrigue parfois. L'interview de Chau Seng, ancien vice-Premier ministre et membre du Bureau politique du Funk (Front uni national du Kampuchea), que nous publions ici, lève un coin du voile.

L'UNITE : L'opinion occidentale a particulièrement été frappée par l'évacuation de Phnom Penh. Elle n'a pas très bien compris. Quelles furent les raisons de cette évacuation ?

CHAU SENG : Phnom Penh d'avril 1975 n'avait plus grand-chose à voir avec Phnom Penh d'avant la guerre. 3 millions de personnes fuyant les bombardements habitaient dans la ville encerclée et ne survivaient que grâce à l'aide américaine. Les forces américaines ravitaillaient la ville en tout, depuis le bois de chauffage jusqu'aux produits manufacturés en passant par un millier de tonnes de vivres par jour. N'ayant pas de moyens pour assurer un transport équivalent les autorités révolutionnaires ont pris la seule décision possible : conduire la population de Phnom Penh là où elle trouverait de quoi se nourrir. Le pouvoir populaire avait d'ailleurs établi dans les campagnes environnantes une structure d'accueil. Il n'y a pas eu de contraintes : la population a rapidement réalisé que rester à Phnom Penh c'était la famine et la mort. En quelques jours la ville a été totalement évacuée.

— Quelle est la situation économique du Cambodge ?

— Nous reconstruisons, et d'abord l'agriculture. Nous voulons faire du Cambodge un pays agricole moderne. Les travaux d'hydraulique que nous avons entrepris vont permettre de généraliser la deuxième récolte de riz. Nous n'avons pas importé un grain de riz et ce n'est pas notre moindre fierté que d'avoir réussi à subvenir seuls aux besoins de la population. Le Cambodge malgré les 5 années de guerre totale qui lui ont été imposées a su nourrir sa population d'environ 7 millions et demi d'habitants — en ne comptant que sur sa production nationale. Mieux, les exportations vont bientôt reprendre et nous comptons sur le produit de la vente de ces surplus pour développer notre industrie. Voyez, même pour l'industrie nous ne comptons que sur nos propres forces.

— C'est un développement à la « chinoise » que vous envisagez ?

— Nos conditions sont particulières et nous n'avons aucun modèle pour notre développement. Mais nous avons beaucoup appris des expériences dans le monde. Sur le plan extérieur, conformément aux décisions de nos congrès nationaux, nous sommes attachés à la neutralité et au non-alignement et ce n'est pas par tactique. Cette position correspond aux aspirations les plus profondes de notre peuple et de ses traditions. Le prince Sihanouk est un des fondateurs du mouvement des non-alignés. Notre non-alignement se veut actif. Nous sommes totalement solidaires de tous les peuples opprimés et exploités.

— Vous avez parlé du prince Sihanouk. Comment voyez-vous l'avenir de la monarchie au Cambodge ?

— Nous sommes une monarchie un peu particulière, vous en conviendrez : nous avons un

«Le nouveau Cambodge, le Kampuchea, ne sera l'œuvre que des Cambodgiens»

ENTRETIEN AVEC CHAU SENG, MEMBRE DU BUREAU POLITIQUE DU FRONT UNI NATIONAL CAMBODGIEN

gouvernement royal sans roi. Le prince Sihanouk est le chef de l'Etat non parce qu'il est prince mais parce qu'il est patriote. Et tout évolue très vite chez nous. Au Cambodge le pouvoir est anonyme.

— Vous êtes entre la Thaïlande et ses bases américaines et le Vietnam en cours de réunification qui a une des armées conventionnelles parmi les plus fortes d'Asie. Vos rapports avec la Thaïlande qui étaient très tendus se sont améliorés tandis qu'avec le Vietnam, dont le Laos se rapproche, vous avez quelques problèmes. Est-ce l'amorce d'un nouvel équilibre dans le Sud-Est asiatique ?

— Nos rapports avec la Thaïlande se sont normalisés. Nous avons eu quelques problèmes avec le Vietnam pour les îles, mais nous avons récupéré ces îles. Nous ne voulons agresser personne, nous voulons élargir le cercle de nos amitiés. Mais cela dit nous sommes très attachés à l'indépendance nationale. Nous l'avons montré en ne signant aucune paix, aucun compromis avec les Etats-Unis. Pourtant vous savez qu'après la signature des accords de Paris en 1973 nous avons subi 6 mois de bombardements américains par B 52 d'une intensité effroyable. Nous n'avons pas plié. C'est notre résistance à ce moment-là qui a amené l'effondrement du front américain en Asie ce qui a profité à tout le monde. Personne ne peut douter de notre volonté et de notre détermination à défendre notre pays contre toute agression. Notre vigilance s'exerce de tous les côtés.

— La presse internationale a longuement suggéré que la libération de Phnom-Penh s'était accompagnée d'atrocités sans nombre. Qu'en est-il ?

— Il est normal que le capitalisme et la bourgeoisie aient mobilisé leurs moyens d'information pour nous dénigrer. Ils n'ont jamais permis régulièrement à un peuple de se libérer dans la paix et l'amitié et il n'est guère surprenant que notre pays et notre peuple aient fait l'objet d'une campagne d'intoxication et de dénigrement. Si nous avions commis des atrocités nous aurions renié les principes qui ont fait notre force, nous aurions perdu la guerre. Voulez-vous un exemple de ces mensonges : un quotidien parisien il y a quelques jours rapportait les propos d'un « réfugié » d'après lesquels le général Chan Varaing Sey organiserait actuellement des maquis au Cambodge contre le pouvoir révolutionnaire. Or le jour même de la libération de Phnom-Penh, le 17 avril, deux des divisions qui avaient participé à cette libération ont été dirigées sur la voie ferrée Phnom-Penh-Sihanoukville afin de la remettre en état — vous voyez que nous n'avons pas perdu de temps pour reconstruire. Et ces deux divisions ont capturé le général Chang Varaing Sey avec son régiment blindé. Vous voyez qu'il ne risque pas d'organiser quoi que ce soit...

D'ailleurs les faits nous donnent raison. Dès le 17 décembre un premier groupe de réfugiés a quitté la France pour rentrer au Cambodge. Des centaines et des milliers suivront. Car tous les Cambodgiens ont leur place au Cambodge, à l'exception d'une poignée de criminels qui ont été nommément désignés.

— Mais les anciens dirigeants, que sont-ils devenus ? Long Boret par exemple est-il mort ou vivant ?

— Il fait partie de cette poignée de criminels. Qu'il soit mort ou vivant cela ne change rien.

— Ne croyez-vous pas que tous ces récits auraient moins de prise sur l'opinion si la situation au Cambodge était mieux connue, si vous acceptiez la présence de journalistes ?

— Ne voyez aucune xénophobie dans notre attitude. Simplement de la vigilance. On aime la révolution qu'on souhaite et les observateurs sont plus souvent partisans que témoins. Regardez ce qui se passe pour le Portugal. Chaque journal et chaque parti en France a SA révolution portugaise. Nous voulons aussi recevoir nos invités dignement. Ce n'est pas encore possible mais ce le sera bientôt, sans doute dans le courant de l'année.

— Quelles sont vos relations avec la France ? A-t-elle un rôle à jouer au Cambodge ?

— Nos relations sont meilleures qu'elles n'ont été et ce n'est pas difficile. Le gouvernement français n'a pas devancé l'événement c'est le moins qu'on puisse dire, comme s'il n'avait retenu de l'Histoire aucune leçon. Sur le problème cambodgien il s'est trompé de A à Z. Pensez qu'après la signature des accords de Paris en 1973 des officiels français de haut rang disaient, insultant notre peuple qu'au Cambodge « le combat cesserait faute de combattants » comme si la guerre avait été menée par des Vietnamiens. Pensez qu'encore en 1974 votre ministre des Affaires étrangères déclarait à la tribune de votre assemblée nationale : « Qui veut encore de Sihanouk ? » Comment un grand pays peut-il manquer à ce point d'informations pour commettre de telles erreursd'analyse ? Heureusement la gauche française ne les a pas commises.

Aujourd'hui nous avons une mission diplomatique à Paris et nous souhaitons être amis avec tout le monde. Cela dit nous ne demandons rien à personne et le nouveau Cambodge, le Kampuchea, ne sera l'œuvre que des Cambodgiens. Dans l'histoire bimillénaire du Cambodge la victoire du 17 avril 1975 est un événement d'une importance capitale. Après la splendeur d'Angkor notre peuple a connu le déclin, l'humiliation, la domination. Mais la victoire d'avril 1975 est un fait irréversible.

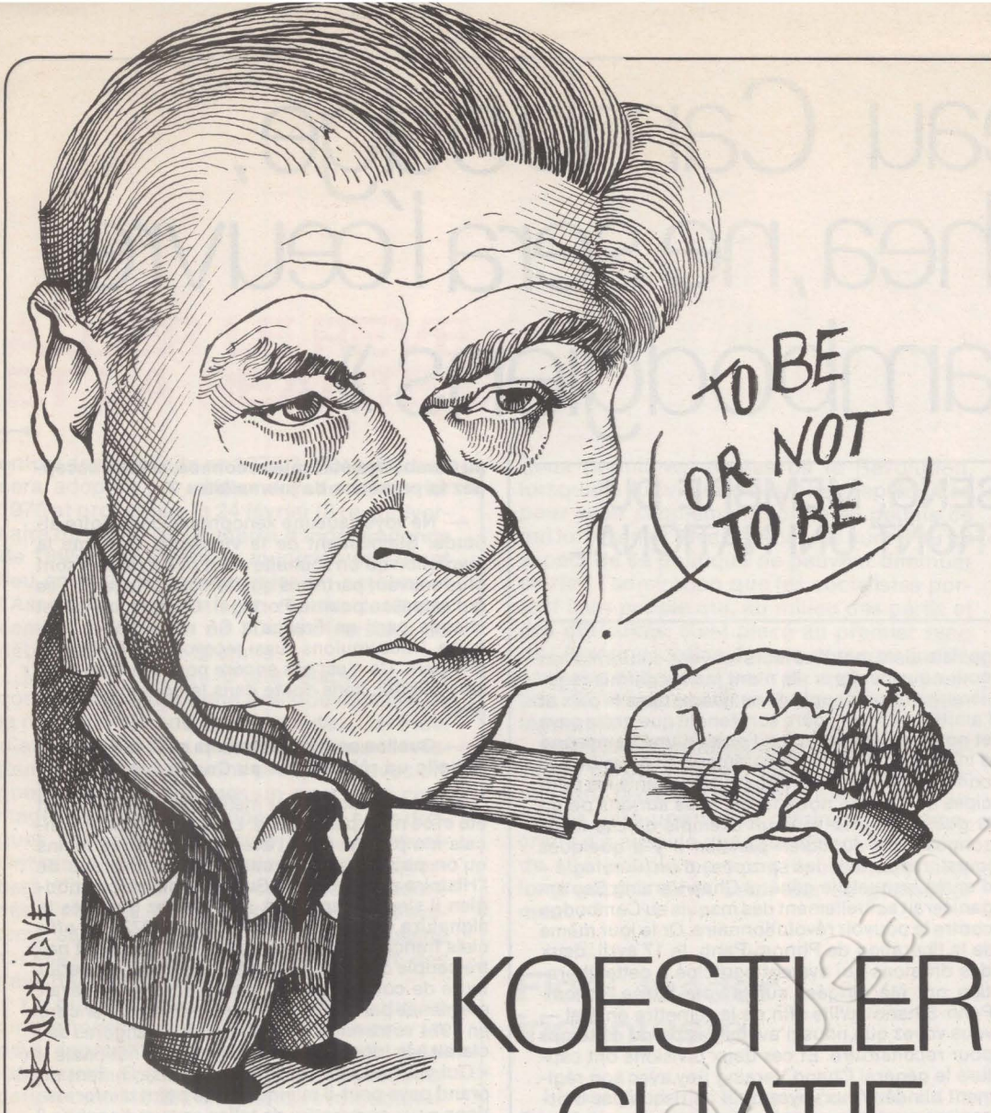
Propos recueillis par
MAURICE ADEVAH-PŒUF

Nouvelle école à la campagne.



Les Khmers rouges à Angkor.





KOESTLER CHATIE BIEN

Un livre d'Arthur Koestler ne laisse jamais indifférent. Depuis « Le zéro et l'infini », nous avons même tendance à croire en la prescience d'un homme qui, ayant connu les prisons espagnoles, en tire une réflexion sur les prisons soviétiques.

C'est un recueil d'essais qui nous parvient maintenant. (1) Des articles ou des conférences, donnés entre 1968 et 1973 et traitant des sujets les plus divers. Y trouverons-nous un fil conducteur ? Oui : Koestler lui-même, avec son immense soif d'apprendre et de comprendre, sa causticité et ses inquiétudes devant un monde décevant. Du travail de touche-à-tout, mais d'un touche-à-tout de talent.

Il a ses phobies. Le matérialisme de notre temps. Il n'est pas le seul à le dénoncer. Mais il ne le voit pas seulement du point de vue des « choses ». Il le regarde aussi dans sa rencontre avec l'animal humain, ce détenteur d'un cerveau dans lequel il souhaiterait trouver un esprit. Or ce cerveau est en fait le même depuis des millénaires. Comme Koestler n'est pas un fanatique de la philosophie de l'Histoire, son goût le porte plus à chercher à comprendre ce qui a pu se passer dans chaque cerveau pris individuellement que de tenter l'esquisse d'une évolution collective. Les angoisses de l'humanité sont contenues toutes dans un pauvre petit cerveau de quelques centaines de grammes. C'est vrai dans la mesure où la mort de chacun d'entre nous fait disparaître l'univers pour le cerveau éteint. Ça ne l'est pas parce que la mémoire collective de l'humanité est accumulative.

Au bout de ce qui ne veut pas être un raisonnement — Koestler s'en méfie d'autant plus que le raisonnement lui paraît un vice latin — reste l'éternelle question : qu'est-ce que nous faisons là ? Triste destin des hommes privés de Dieu, cette branche à laquelle il est si commode — sauf pour quelques âmes particulièrement actives ayant besoin plus de se prouver leur foi que de la ressentir — de se raccrocher, comme un singe ainsi sauvé de la gueule des caïmans. La porte de sortie paraît pour l'auteur la référence à l'esprit, c'est-à-dire à un mot aussi confortable que le mot Dieu, puisqu'ils n'ont finalement d'autre valeur que ce qu'on met dedans. En tout cas, avec parfois un humour féroce, Koestler constate que l'homme est le seul être vivant qui massacre son semblable en toute bonne conscience, parce qu'il le fait au nom de l'esprit. Le soldat a rarement de la haine personnelle contre un ennemi déterminé et c'est au nom d'un certain nombre d'idées qu'il commet le meurtre autorisé par le fait de guerre.

Parfois, nous frôlons l'amertume. Après avoir lu l'ouvrage d'Arthur D. Morse, « Pendant que six millions de Juifs mouraient », Koestler découvre que l'hitlérisme n'est pas le seul responsable de ce grand génocide ; il eut suffi, au départ, d'accepter les Juifs qu'Hitler n'avait, semble-t-il, d'autre préoccupation que d'expulser d'Allemagne. Ce serait faute d'avoir pu s'en débarrasser en les envoyant ailleurs que le maître du IIIè Reich se résolut à les tuer. N'engageons pas de controverse historique là-dessus. Il est exacte que la lâcheté et l'indifférence donnèrent un bon coup de main aux S.S. Mais la naïveté consisterait à croire que le massacre du peuple juif est un cas particulier, alors qu'il exprime au XXe siècle une réalité historique, à savoir que la solidarité entre les hommes n'est toujours pas devenue une évidence pour tous. Ce qui se passe chez le voisin ne nous regarde pas. C'est ainsi qu'on pratique la non-ingérence dans les affaires d'autrui. Ou qu'un gouvernement reconnaît les Etats, pas les autres gouvernements. Cette commodité n'en est d'ailleurs pas toujours une, selon le point de vue auquel nos opinions nous placent, puisqu'il est scandaleux pour un homme de gauche que les Soviétiques se soient mêlés des affaires tchécoslovaques et pas des affaires chiliennes.

Koestler est donc une sorte de moraliste qui, comme tous les moralistes, tantôt enfonce les portes ouvertes, tantôt exprime les aspirations les plus généreuses. Le moraliste a donc tendance à se complaire dans la tradition de Cassandre, c'est-à-dire d'un mythe qui est regardé de plus en plus de façon péjorative parce qu'il annonce des choses désagréables. Quelle condescendance dans la phrase : il joue les Cassandre ! A une époque qui a mis le bonheur à l'ordre du jour quelle faute impardonnable ! L'optimisme ne fait-il pas partie des règles de vie des sociétés industrialisées, au même titre que le réfrigérateur, le progrès, la machine à laver et le changement ? Hélas, Cassandre avait raison et Troie fut bien prise et incendiée. Dans ce match entre l'esprit et la machine, la machine l'emporta, sous forme d'un cheval de bois conçu par un esprit plus subtil et deviné par un esprit plus conscient.

Malgré l'humour parfois grinçant de l'auteur, nous pourrions être désespérés. Pour nous achever, il s'en prend à une des silhouettes les plus vénérées du XXè siècle, d'une vénération semblable à celle qu'on porte au Dr Schweitzer : le Mahatma Gandhi. En pratique, cette vénération manque de pureté. Elle est l'hommage du vice à la vertu : chapeau bas devant des gens qui renoncent aux commodités de ce monde pour sauver les âmes ou les corps de leurs frères humains. Chapeau bas comme devant un corbillard : personne n'a envie d'être à la place de celui qu'on salue. Or Kœstler se livre à la plus parfaite démolition de Gandhi, tourne en ridicule quelques-unes de ses règles essentielles, le rouet, la chasteté et montre que finalement le défenseur de la non-violence a non seulement échoué dans la plupart de ses ambitions, mais encore était un esprit borné parce que dominé par les certitudes de la foi.

Ainsi, tout devient clair. Le fil conducteur de ce livre, n'en déplaise à Koestler, est d'abord une lucidité féroce. D'aucuns penseront que ce n'est pas encourageant et qu'il y a là un peu trop de jeu de massacre. Ce serait se tromper : Koestler aime les hommes, ses frères. Mais, qui aime bien châtie bien.

GEORGES FRAMERIES

1) Arthur Koestler : « Face au néant », Calmann-Lévy éditeur.

Pierre Jakez Hélias: «Indigène en pays bigouden, j'ai fait avec «Le Cheval d'orgueil» un ouvrage d'ethnologie sauvage»

« Le cheval d'orgueil » de Pierre Jakez Hélias (publié chez Plon) est, avec un tirage de 250 000 exemplaires, le best-seller français 1975. Curieuse aventure que celle de ce livre, qui a obtenu entre autres le prix Aujourd'hui : écrit en breton, puis traduit en français par l'auteur lui-même, il sera édité dans sa langue d'origine seulement l'année prochaine et grâce à l'argent que l'édition française aura rapporté à Pierre Jakez Hélias. « Le cheval d'orgueil », c'est la description méticuleuse et tendre de la vie au pays bigouden entre le début du siècle et la dernière guerre mondiale, à travers les souvenirs d'enfance de l'écrivain. Emmanuèle Plas l'a rencontré, au lendemain de Noël, dans sa maison de La Forêt-Fouesnant, près de Pont-l'Abbé.

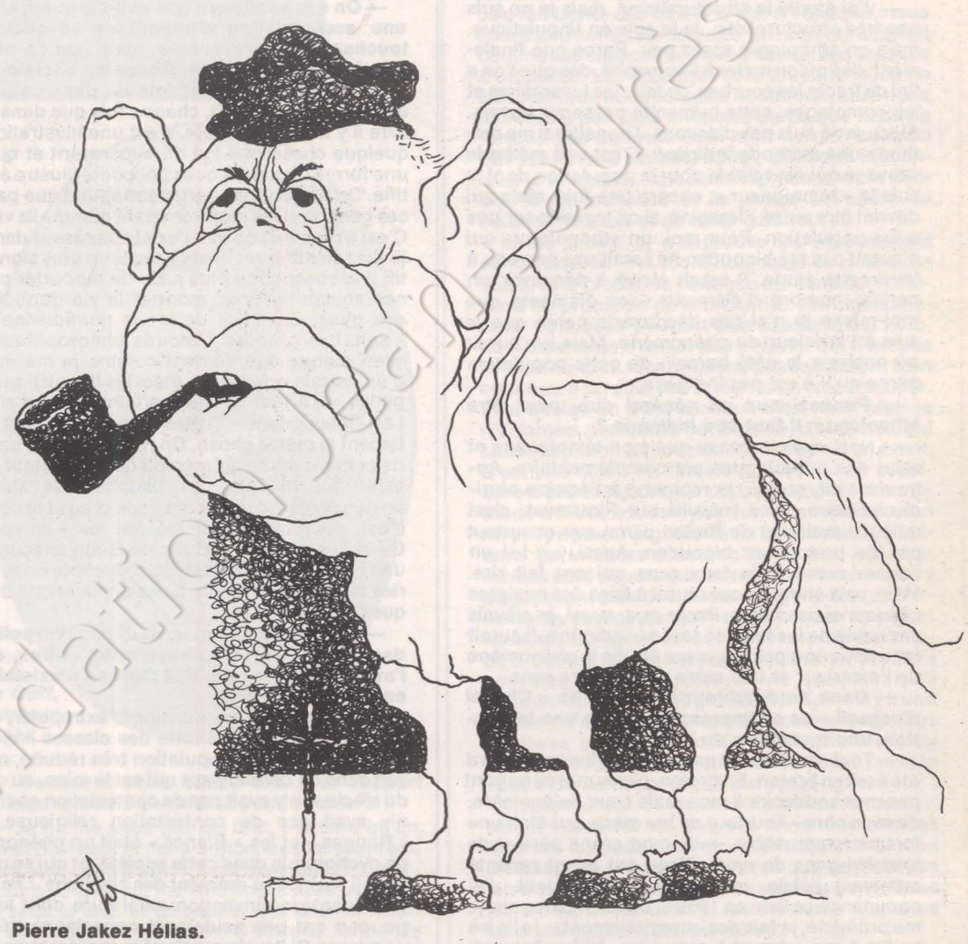
L'UNITE : Vous attendiez-vous à ce que « Le cheval d'orgueil » devienne un best-seller ?

PIERRE JAKEZ HELIAS : Bien sûr que non ! D'abord parce que je ne m'attends jamais à rien, ensuite parce que, depuis trente ans que je milite pour la culture et la langue bretonnes, j'ai traversé un désert. Personne ne s'intéressait à ce que je faisais. J'ai pris le parti de témoigner pour assez peu de gens, bien entendu. Eventuellement, pour un avenir improbable alors, mais dont j'estimais qu'il viendrait un jour. Mon travail a coïncidé avec un certain nombre de préoccupations de mes contemporains. Les circonstances ont été favorables, en raison d'un phénomène de ras-le-bol face à l'urbanisation folle à laquelle nous assistons actuellement. En réalité, le succès de mon livre est dû pour une bonne part à ce que les gens se ressourcent actuellement. Ils essaient d'être de quelque part avant d'être de leur temps, parce que n'importe quel imbécile peut être de son temps. Pour être de quelque part, il faut être intelligent.

— Ne pensez-vous pas que le fait qu'on ait beaucoup parlé des mouvements autonomistes bretons ces dernières années a eu une influence sur le succès que connaît ce livre ?

— Je ne crois pas, parce que le mouvement autonomiste breton est très ancien. Déjà, avant la guerre, il y avait des attentats comme ça, le plus célèbre étant celui de Rennes. Et ça n'a jamais ému personne. Le fait que mon livre soit devenu un best-seller est un phénomène sociologique à rapprocher, par exemple, de celui qui a fait le succès d'Alan Stivell. C'est exactement la même chose dans des registres différents, situés à une profondeur différente. Mais il est évident qu'actuellement on est en train de redécouvrir quelque chose que l'on avait perdu. On est en train de découvrir que quatre Français sur cinq sont des enfants de paysans et que la civilisation à laquelle nous avons assisté depuis un certain nombre d'années n'est pas du tout dans la droite ligne de ce que nous ressentons en profondeur.

Ce livre, tout simplement parce que je suis un « témoigneur » (tant pis pour la langue française !). Des témoins, il y en a beaucoup mais, en général, ils sont trop paresseux pour rédiger leur témoignage. Et ils n'ont pas la patience de faire ce que j'ai fait, moi. J'ai été frappé depuis très longtemps par le fait qu'il y avait deux sortes de livres qui paraissaient : d'un côté, des livres de professeurs qui étaient absolument illisibles. Ils contenaient tant de jargon, ils étaient remplis de



Pierre Jakez Hélias.

tant de prétention scientifique qu'un certain nombre de gens n'étaient pas capables d'aborder ces livres-là. D'un autre côté existaient des livres de souvenirs d'enfance qui étaient mignons, qui étaient cucus, qui étaient superficiels, des histoires. Moi j'ai voulu faire les deux à la fois, essayer de trouver une forme médiane, essayer de faire un livre qui soit lisible par tout le monde.

Et quand je dis tout le monde, c'est bien tout le monde que je veux dire. On a d'ailleurs constaté un phénomène assez curieux : j'ai amené à la lecture un nombre considérable de gens qui n'avaient jamais acheté un livre de leur vie.

— En Bretagne ?

— Oui, mais aussi dans toute la France, la Belgique, la Suisse et vraisemblablement le Canada.

— Vous situez donc cet ouvrage dans une perspective scientifique ?

— Non, pas du tout. J'emprunte à la science un certain nombre de méthodes qu'elle a utilisées et qui sont des méthodes d'approche qui ont leur valeur. Faire un certain nombre d'enquêtes, vérifier les témoignages les uns par rapport aux autres, par exemple tirer également un certain nombre de conclusions qu'en général on ne tire pas dans les souvenirs d'enfance. Ce sont aussi des méthodes qui ont fait leurs preuves. Bien entendu, je les ai modifiées selon mon optique à moi : j'étudiais une civilisation de l'intérieur vers l'extérieur. J'essayais en indigène de partir de l'intérieur de ma propre civilisation pour faire comprendre cette civilisation aux autres, alors qu'en général l'ethnologue part de l'extérieur et tente de pénétrer une civilisation vers l'intérieur. J'étais donc obligé de modifier ces méthodes et d'en inventer de nouvelles.

C'est ce que j'ai fait. Je pars de moi-même. Je dis « je ». Je dis toujours « je » et je parle de moi. On dit, dans l'optique classique, que quelqu'un qui parle à la première personne est un prétentieux. C'est idiot. Le prétentieux, c'est celui qui dit « Le peuple breton est ceci », « Les Bretons sont ceci »... Je n'ai pas cette prétention, je dis : « Voilà comment j'étais, moi, voilà comment la vie quotidienne des Bretons était organisée autour de moi, lorsque j'étais enfant ». Je parle de moi, je parle de ma mère, de mon père, de mes deux grands-pères, des gens de la rue, et de la centaine d'informateurs que j'ai

→

utilisés pour faire mon livre. Quant à ce que les gens vont faire de ce livre-là, ça m'est absolument égal.

— Quelles sont les méthodes de l'ethnologie moderne qui vous ont le plus influencé ?

— J'ai étudié le structuralisme, mais je ne suis pas très structuraliste. Je le suis en linguistique, mais en ethnologie assez peu. Parce que finalement, dès qu'on arrive à l'humanité, dès que l'on a fini de tracer les courbes, de faire les inventaires et les comptages, cette humanité passe au travers. Alors, je ne suis pas d'accord. J'appellerai ma méthode une méthode indigène. C'est une méthode sauvage qui est valable pour la population dont je suis le « témoigneur », encore une fois, mais qui devrait être autre, j'imagine, si on travaille sur une autre population. Pour moi, un ethonologue qui n'aurait pas été bigouden ne serait pas parvenu à faire cette étude. Il serait arrivé à découvrir un certain nombre d'éléments, des éléments que moi-même je n'ai pas découverts parce que je suis à l'intérieur du phénomène. Mais il n'aurait pu analyser le côté humain de cette population parce qu'il n'est pas indigène.

— Pensez-vous en général que, pour être ethnologue, il faut être indigène ?

— Non, mais je pense que mon témoignage et celui des ethnologues est complémentaire. Autrement dit, ce que je reproche à l'équipe pluridisciplinaire qui a travaillé sur Plouzevet, c'est qu'il n'y avait pas de Breton parmi eux et surtout pas de bretonnant bigouden. Aussi y a-t-il un certain nombre de faux sens qui ont fait rire. Mais, cela étant, ils ont réussi à faire des analyses que je n'ai pas faites. Parce que, aussi, je n'avais pas envie de les faire en tant qu'indigène. Il aurait fallu deux équipes, l'une qui étudie le phénomène de l'extérieur et une autre dans l'autre sens.

— Dans de nombreuses pages de « Cheval d'orgueil » on a l'impression de lire une traduction, une traduction du breton...

— Tout simplement parce que ce livre a d'abord été écrit en breton. En breton, parce que ce ne sont pas mes souvenirs à moi, mais ceux de ma mère, de mon père — surtout de ma mère, qui était une femme remarquable — de mon grand père et de tous les gens de mon village qui m'ont raconté comment j'étais, moi, quand j'étais petit. J'ai commencé ce livre en 1959 et depuis quinze ans je me promène, je fais des enregistrements. Je lis les textes à ma mère et à mon père. Naturellement, comme ces gens me parlent en breton, je recueille leur témoignage dans cette langue. Puis ensuite, je procède à une traduction en français. Mais pas selon la méthode universitaire. C'est une translation de la langue originelle qui ne s'éloigne pas de cette dernière, sous peine de perdre la couleur, sous peine de perdre le côté figuré. Je reproche, entre autres, à l'ethnologie classique et scientifique son abstractivisme. Quand on parle de populations comme celle dont je parle, il ne faut pas tomber dans l'abstraction. Il faut même conserver certaines tournures figurées, car c'est de cette façon que les gens appréhendent le monde extérieur.

— N'avez-vous pas l'impression de faire de la littérature régionaliste ?

— La littérature la plus régionaliste est celle de Paris, qui est une littérature d'arrondissement. Il y a 2 ou 3 arrondissements de Paris, habités par une faune de gens très intéressants qui sont, d'ailleurs, de toutes les parties du monde très généralement. Ils fabriquent une littérature qu'on appelle la littérature française. Mais si vous regardez l'exemple des grands écrivains, ils parlent tous d'un endroit très déterminé, très petit, c'est moins qu'un arrondissement. C'est moins qu'un canton. Pour moi, c'est à Paris qu'on fait du régionalisme. Il n'y a pas de pire régionaliste que Mauriac, par exemple, et on dit que Mauriac est un grand écrivain français.

— On a le sentiment que votre livre est un peu une accumulation d'anecdotes savoureuses, touchantes, intéressantes, mais que ça ne débouche jamais sur une dimension sociale.

— A mon avis, l'anecdote ne diminue pas la dimension sociale. Et, chaque fois que dans mon livre il y a une anecdote, c'est une illustration de quelque chose que j'ai dit auparavant et qui est une forme d'analyse que l'anecdote illustre et justifie. On ne peut pas parler autrement que parlent ces gens-là et les montrer vivant comme ils vivent. C'est à mon avis ce qui n'existe pas assez dans les livres scientifiques. Il est beaucoup plus significatif, il est beaucoup plus juste de rapporter certaines anecdotes pour montrer la vie quotidienne des gens. Car c'est de la vie quotidienne qu'il s'agit. Les grandes histoires philosophiques, je m'en moque éperdument comme je me moque d'un certain nombre de théories linguistiques. Je pense qu'il faut utiliser certains faits, d'ailleurs Lévi-Strauss dans « Tristes Tropiques » a fait exactement la même chose. On me dit que j'ai un style de conteur parce qu'on croit que le conteur, c'est celui qui raconte des histoires. Je suis un ancien professeur de latin et de grec et le conteur c'est, pour moi, celui qui fait les « comptes ». Celui-là essaie de traduire de façon anecdotique une civilisation qui n'est pas réductible à des théories abstraites ni même à des applications théoriques.

— Il n'y a pas, non plus, de dimension politique dans votre livre. On pense entre autres, après l'avoir lu, que la lutte des classes n'existait pas en pays bigouden.

— Je n'ai pas la prétention d'extrapoler, mais, en pays bigouden, la lutte des classes n'existait pas. Je décris une population très réduite, qui vivait dans un certain pays qui est le mien, au début du siècle. Il n'y avait pas de contestation sociale, il n'y avait pas de contestation religieuse. Les « Rouges » et les « Blancs » était un phénomène de dychotomie dans cette société, et qui se manifestait surtout au moment des élections. Les élections sont une invention extérieure dont les Bigouden ont pris seulement conscience très récemment. Si j'avais continué mes mémoires, mettons jusqu'à 1950, là j'aurais pu effectivement faire une étude de la contestation politique et sociale car là le phénomène était apparu. Mais à l'époque dont je parle, il n'y avait pas de grève, par exemple. C'était une société stabilisée, presque bloquée. Ce blocage existait parce qu'on trouvait ce phénomène qu'on ne trouve pas dans la société d'aujourd'hui : les possédants menaient la même vie que les autres. Ils avaient très peu de chose en plus. Les riches et les pauvres étaient vêtus et chaussés de la même façon : ils avaient tous des morceaux à leur pantalon et à leur veste. Et lorsqu'il y avait une fête quelque part, les riches qui avaient un char à bancs embarquaient les pauvres dedans. Maintenant, quelqu'un qui a une Rolls n'ira jamais inviter un ouvrier de chez Renault à monter dedans.

— Avez-vous la nostalgie de cette société ?

— Aucune. Je n'idéalise pas cette société et, par exemple, un des chapitres du livre est intitulé « La vie dure ». J'ai dit ce qu'il y avait à dire. C'est tout. Mais les gens, avec l'optique actuelle, ne parviennent pas à comprendre que la sensibilité d'autrefois n'était pas la même que celle d'aujourd'hui. Quelqu'un qui n'a pas la télévision, qui n'a pas une voiture se croit malheureux, le bougre ! Il faut le faire, quand même ! Nous, nous n'avions rien du tout. Quand on possédait un couteau Pradel à deux lames, on était le roi du monde. Depuis — et il y a 30 ans que j'écris, 18 ou 19 bouquins, des milliers d'articles, des pièces de théâtre — on m'a dit souvent : « Comme vous avez dû être malheureux dans votre jeunesse ». Mais c'est de la naïveté pure ! Je n'étais pas malheureux, les autres non plus. Il n'y avait aucune raison. Nous n'avions rien ; nous n'avions pas besoin de grand-chose. Nous n'avions besoin que d'un couteau. Quand par hasard on passait le bachot, la famille se cotisait pour offrir une bicyclette. Nous étions des gens heureux.



L'auteur entre son père et sa mère.

— Avec « un bout de boyau vide » ?

— Oui, avec ça aussi. Cela faisait partie de cette espèce de côté aventureux de notre vie. Autour de nous il y avait des kilomètres carrés de campagne où l'on pouvait grappiller par-ci par-là quelque chose. J'insiste sur le fait que le point d'équilibre, c'était la pauvreté. Il ne fallait pas tomber dans la misère, parce que la misère est dégradante — exactement comme la richesse est dégradante : il y a beaucoup de gens qui ne peuvent pas supporter la richesse, autant que ceux qui ne peuvent supporter la misère. L'état de pauvreté est un état d'équilibre qui est assez satisfaisant pour quelqu'un qui se trouve dans la société dont je parle.

— On a l'impression que cette société que vous décrivez dans « Le cheval d'orgueil » était une société extrêmement morale ?

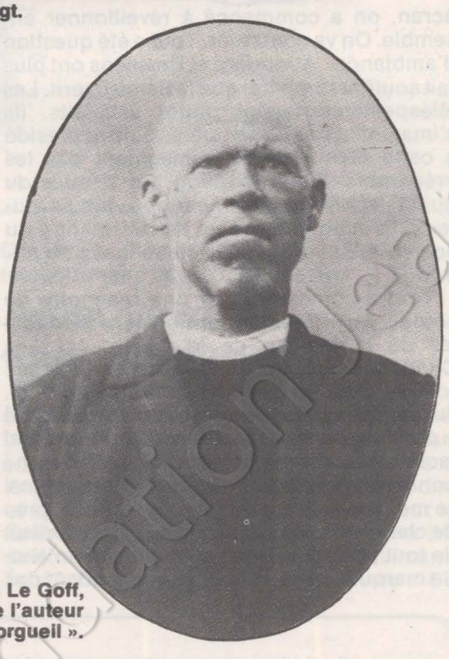
— Oui, effectivement. Chez moi, par exemple, aussi bien l'instituteur que le curé nous enseignaient une morale qui était sensiblement la même, excepté que celle du curé était une morale avec un fond métaphysique : intervention divine, commandements de Dieu et de l'Eglise. Nous avons été élevés comme ça. On nous apprenait à ne pas gaspiller le pain, à ne pas faire du mal aux autres, à ne pas essayer de marcher sur les brisées du voisin, à être honnête, à ne pas mentir. On ne nous apprenait que ça, à l'école. Absolument que ça. C'était ainsi avec les instituteurs de la IIIe République. Par là-dessus, le curé du village. Le recteur. Je trouve que c'est un nom superbe, en effet, c'était une sorte de dictateur au petit pied, qui nous maintenait durement dans les voies étroites du Seigneur. On arrivait quand même à avoir, je crois, plus de liberté qu'aujourd'hui. Car nous avions le sentiment de liberté. Mais nous n'allions pas le demander aux autres. Nous n'allions pas pousser des hurlements. Nous étions les propres inventeurs, les



Ramassage des pommes de terre dans les années vingt.



Enfants pauvres en pays bigouden : le fameux « boyau vide ».



Alain Le Goff, grand-père de l'auteur et vrai « cheval d'orgueil ».

propres propagateurs ou mainteneurs de notre liberté.

— On vous interdisait de parler breton, à l'école. N'est-ce pas déjà une atteinte à la liberté ?

— On nous interdisait de parler breton à l'école, dites-vous. Il y a, d'ailleurs, toute une littérature à ce sujet-là. C'est faux, c'est archi-faux ! Pourquoi nous interdisait-on ? Parce qu'on nous envoyait à l'école pour apprendre le français. C'était tout. Mais, en dehors de l'école, nous pouvions parler tous les bretons du monde, puisque de toute manière personne ne parlait français autour de nous. On interdisait de parler breton à l'école comme on interdit toutes sortes de choses aujourd'hui qui ne font, d'ailleurs, de mal à personne. On voit bien, dans le métro : « Interdit de cracher par terre ». Je n'ai jamais ressenti ni comme une frustration ni comme une brimade de devoir parler français à l'école.

Maintenant, je sais, j'ai appris qu'il y avait une politique gouvernementale, dont le but était évidemment de faire la France une et indivisible, et que par conséquent les langues régionales devaient disparaître. Mais à ce moment-là, je ne le savais pas, les instituteurs de la IIIe République le savaient peut-être. J'en ai cependant interrogé un certain nombre qui, tous, l'ignoraient. Leur travail, à eux, était de nous apprendre le français. Et par conséquent, pendant que nous étions à l'école, nous devions parler français. Si nous parlions breton, nous ne faisions pas notre travail. nous méritions d'être mis à la porte. Un point, c'est tout.

— Comment vous situez-vous par rapport aux mouvements contestataires bretons ?

— Je ne me situe pas du tout. J'estime qu'un écrivain qui écrit et parle breton tous les jours est, en soi, une contestation. Il est absolument superfétatoire de grimper sur une scène avec une guitare sous le bras et de clamer des chansons qui ont un texte contestataire. C'est une forme de contestation, je l'admets, mais ce n'est pas la seule ; elle est actuelle. La mienne est constante et permanente, elle n'a jamais varié depuis trente ans. J'ai écrit des milliers et des milliers de pages en breton. J'ai toujours parlé avec des quantités de gens en breton. Et j'estime que là j'ai fait œuvre pie, car il y a des gens qui ne parlent encore que le breton. Et personne ne leur parle, sauf moi. Et surtout pas les contestataires titulaires, si j'ose dire, et syndiqués. Si l'on veut défendre le breton, il faut parler le breton soi-même. Il faut aussi, bien entendu, faire que la langue bretonne ait une promotion. Il faut faire que disparaisse cette idée longtemps véhiculée, même officiellement, que le breton est un patois de truandaille.

Aujourd'hui, il y a en Bretagne des quantités de mouvements contestataires et chaque fois que, à un moment précis, leur contestation entre dans mes vues et mon combat, à moi, je m'y associe naturellement. S'il faut descendre dans la rue, je descends dans la rue, s'il faut écrire un texte fulminant, j'écris le texte fulminant. Mais le lendemain, ce sera autre chose, je ne serai peut-être pas d'accord. Comme je suis un cheval d'orgueil, c'est-à-dire un individu ayant une personnalité propre, je tiens à garder ma liberté. Cette liberté m'a d'ailleurs été enseignée et je la garde. Je défends le breton pratiquement tous les jours en l'écrivant et en le parlant. Je suis, bien entendu, d'avis que le gouvernement devrait donner des subventions pour payer les professeurs, etc. Mais cela fait trente ans que je le dis. A l'époque, nous étions peu nombreux à le dire, on nous considérait comme des espèces de phénomènes, des espèces d'utopistes. Les utopistes sont toujours là. Je ne suis pas seul, nous sommes nombreux, mais nous sommes à peu près invisibles parce que nous ne faisons pas de bruit. Sauf mon dernier bouquin qui est devenu un best-seller, de façon inattendue, je le répète. Mais nous représentons la fidélité, la permanence et la justice à l'égard de cette civilisation et de cette culture.

Je ne blâme ni n'approuve les mouvements contestataires d'aujourd'hui, mais le problème social et le problème politique me semblent différents du problème de la bretonité. Les considérations politiques peuvent être séparatistes, autonomistes, mais c'est un autre clavier qui n'est pas le mien du tout. Mes opinions politiques sont bien connues, à la radio et à la télévision en particulier. Et si quelqu'un a été censuré, c'est moi ! Mais je n'ai jamais poussé de hurlements. J'ai reculé, j'ai fait deux pas en arrière pour en faire trois en avant. C'est une façon de se défendre qui, si on considère la chose historiquement, a toujours été la méthode utilisée ici. Je trouve enfin que, dans mon livre, il y a plus d'arguments en faveur des combattants de la cause bretonne qu'ils n'en ont eux-mêmes sorti depuis quinze ans. Et je trouve qu'il y a également plus de blâmes à l'égard des gouvernements successifs qu'il n'y a eu de reproches formulés à l'égard de ces gouvernements-là depuis quinze ans. Seulement, quand on étudiera peut-être le livre de près, ce livre que j'ai mis 15 ans à écrire — j'ai donc pris mon temps — il y a une masse de semences diverses, comme dans tous les livres bien entendu. Comme dans Marx ou dans Marcuse, par exemple, où l'on peut trouver le pour et le contre presque à chaque ligne.

Et Dieu sait si les générations successives arrivent à manipuler les diverses interprétations, les diverses lectures, comme on dit aujourd'hui, des philosophes ! Pourquoi ? Parce que ce n'est pas le philosophe qui change, ce sont les gens. Donc les éléments de départ, les éléments d'analyse sont changés par ce fait même.

— De toute façon, vous n'êtes pas un révolutionnaire ?

— Je suis un révolutionnaire dès l'instant que quelqu'un essaie de mettre un pied sur la plus petite partie de territoire qui est à moi. Maintenant, pour les grandes théories... Je pense que je suis révolutionnaire parce que, comme on me l'a toujours dit, je suis un homme à part : à un moment donné, moi, professeur de latin-grec, je me suis mis à faire du breton. Moi qui étais un spécialiste de l'architecture du Ier siècle avant Jésus-Christ, je me suis mis à parler de petites choses auxquelles personne ne s'intéressait il y a 15 ans. Il n'est pas question de révolution mondiale en Bretagne : les problèmes dépassent maintenant et de loin cette échelle. A mon avis, vouloir une solution bretonne à certains problèmes communs à toute une partie de l'Europe n'est pas raisonnable. Ces problèmes n'ont rien à voir avec le problème de la spécificité bretonne et cette spécificité bretonne est une spécificité de langue et de civilisation pure que justement les ethnologues scientifiques ne voient pas très bien.

(Propos recueillis par EMMANUELLE PLAS)

DU MISTRAL DANS LES ETOILES

Le soir de Noël sur Antenne 2, Georges Brassens et Yvan Audouard ont plus fait souffler le mistral que le Saint-Esprit.

De notre envoyé spécial

On nous avait annoncé une « veillée de Noël provençale ». Il est 21 h 50 en ce 24 décembre 1975. Pas un mas à l'horizon ! Seulement la façade d'un château du XVIIe siècle où se détachent des lettres très conventionnelles : « Yvan Audouard et François Chatel présentent « La ballade des gens qui sont nés quelque part ». Ah bon ! Encore des sociologues... ou des ethnologues. Car voici venir des marins en fanfare, harnachés de quelques instruments, qui entament, exécutent et achèvent littéralement « l'Auvergnat » de Brassens. De plus en plus surprenant. Rendez-nous nos santons ! Rendez-nous... Heureusement, apparaît à temps la « bonne tête » d'Yvan Audouard, son faciès tout sourire tout accent : « La nuit est glaciale, mais chaleureuse... Les étoiles brillent ; le mistral se lève. » Cette fois, on est bien en Provence.

Rassurés, cajolés, bercés par des voix inhabituelles, les téléspectateurs d'Antenne 2 vont passer une soirée exceptionnelle, calme et, pour l'avouer, précieuse. Loin des pantins du hit-parade animés par Guy Lux et compagnie, ils vont se laisser bercer par le rythme varié des voix chaudes et généreuses : les histoires de Marie Mauron et d'André Peyron sentent la sariette et le romarin ; la cuisine du château, dans la bouche de la cuisinière et sur la seule vue des fameux treize desserts provençaux, semble tout droit sortie d'un conte de Daudet ; le gitan Manolo et sa fille aux grands yeux bleus amènent tout le soleil des Saintes-Maries-de-la-Mer. Quand Patric chante, il y a quelque chose de montagnard dans son occitan. Et Brassens est là qui, sans en avoir l'air, couve de sa tendresse moustachue ce petit monde heureux. Il chante en douceur, les yeux ailleurs, les yeux à Sète. Il est le lien ténu entre les gens du pays et les amis d'exil accueillis pour un soir : ceux à qui on offre une nuit provençale pour oublier le soleil franquiste qui ombrage encore Barcelone, pour hurler contre le soleil mort de Santiago-du-Chili. Brassens et Audouard sont émus en accueillant le Catalan Luis Llach et les Chiliens Inti-Illimani. Une émotion passe. On est bien sur Antenne 2. On est à la fois en Provence et chez soi. On est en famille et dans le monde. On n'a pas envie de tourner le bouton pour voir Paul VI chevroter sur T.f. 1. Bien sûr, la cérémonie liturgique n'est pas très réussie, mais elle est en occitan ! Bien sûr, le curé dit un peu n'importe quoi, mais il a l'air si brave ! Et puis... Tout ça ne dure pas trop longtemps. Et tout le monde se retrouve vite à la cuisine pour écouter Brassens et entamer la dinde farcie.

Les gens du pays

Il est un peu plus d'une heure du matin. On se sépare sans se quitter. A travers le petit écran, on a commencé à réveillonner ensemble. On va continuer. Tout a été question d'ambiance : Audouard et Brassens ont plus fait souffler le mistral que le Saint-Esprit. Les téléspectateurs sont plutôt satisfaits. Ils n'imaginent pas les tempêtes qui ont présidé à cette plénitude. Ils n'imaginent pas les préparatifs, l'improvisation, les risques du direct. Ils ont consommé un produit savoureux. Ils n'ont rien vécu. Ils ont mangé du bon pain. Ils ne savent rien de la vie du mitron.

Tout a commencé par une rencontre de couloir. Au printemps dernier, dans les dédales de la Maison de la Radio, Jacques Chancel accroche Audouard par le bras : « Yvan, c'est toi qui feras la veillée de Noël. Jullian m'a dit de te le dire ». On appelle ça la « politique des programmes » ! Audouard raconte la suite : « J'ai cherché un lieu. Je ne connaissais pas le château de Barbentane. Je me suis enthousiasmé. Près d'Arles, près de chez moi, il y avait un couple qui se privait de tout pour conserver son château en état. Ce marquis et cette marquise possèdent des commodes qui valent des millions. Ils ne veulent pas s'en séparer. Ils sont pauvres, ils préfèrent garder leur château intact. Ils ont le même sang que leur ancêtre, le général de Barbentane qui, en 1789, était passé à la Révolution avec ses armes et son château... Ce qui lui valut quelques ennuis à la Restauration dans ce pays qu'on appelle la Vendée provençale. Bref, ce château m'a séduit. J'ai tout rêvé en fonction de lui, de sa cuisine, de son oratoire, de son salon de musique ». Il rêva longtemps à vide : « J'avais fait un mot à Chancel pour lui dire : Brassens sera le catalyseur et les Provençaux le recevront. Pas de réponse. J'en ai eu marre. J'ai écrit une nouvelle fois : « Je ne le fais pas ». Ce n'est qu'au mois d'août qu'on m'a fait prévenir : « C'est d'accord ». Finalement, le 30 septembre dernier, j'ai été reçu par Baudinat : « On va réaliser votre idée ». Mais ils avaient perdu mes lettres ! Je me suis quand même mis au travail ».

Audouard a téléphoné à Brassens : « J'aime bien « La ballade des gens qui sont nés quelque part ». Est-ce que je peux pren-

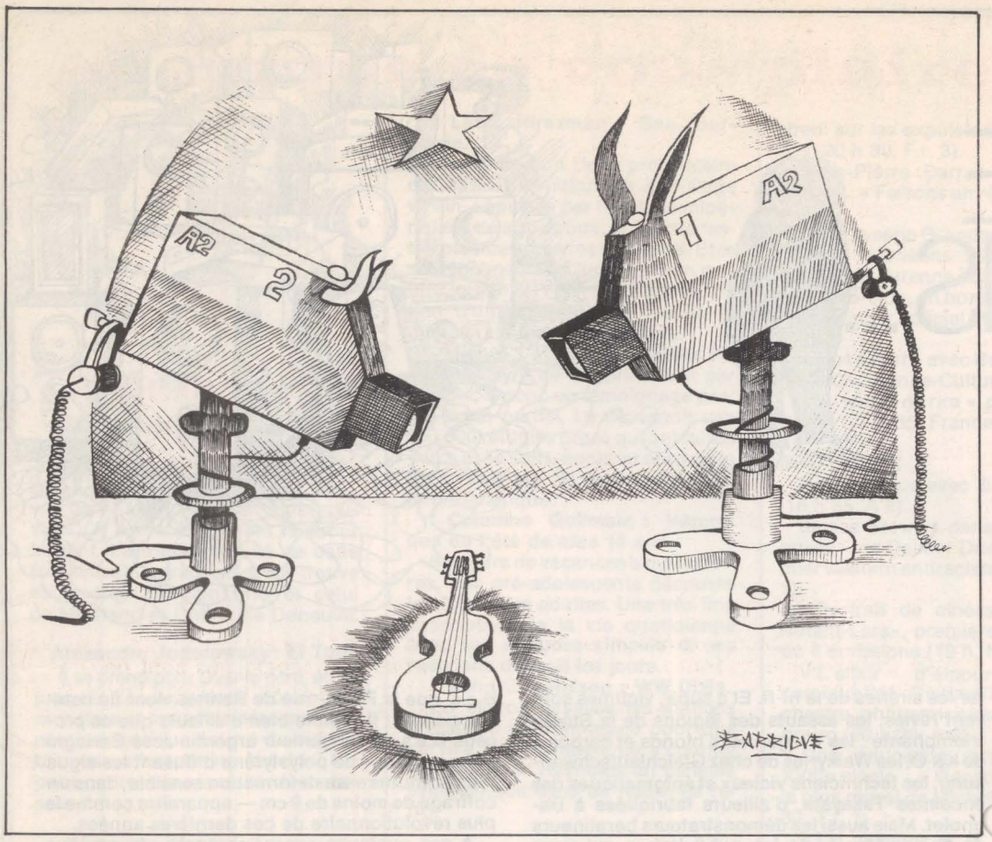
UN AUTRE REGARD SUR LA PRISON

Environ 30 000 détenus en France ; aux Etats-Unis plus de 400 000, l'équivalent de la ville de Lyon, ou presque. France ou Etats-Unis, en gros les mêmes problèmes. Avec ceci, en tout cas, de différent : il est possible aux Etats-Unis d'entrer dans une prison avec caméras. Ce qu'a pu faire Daniel Karlin. Il en rapporte quatre films pour la télévision, que l'on verra à partir de jeudi prochain (1) sur Antenne 2, centrés sur une expérience étonnante et qu'il faut méditer.

Sous l'administration Kennedy (plus libérale sur le plan interne que sur le plan international) avait été lancé un programme dit « nouvelles carrières pour les pauvres ». Un sociologue, Douglas Grant, fut chargé d'appliquer ce programme à la population pénitentiaire. D'où cette expérience : 18 détenus, choisis, en définitive, par les détenus eux-mêmes, 18 délinquants parfaitement représentatifs en somme, et dont certains avaient sur leur dossier la mention suivante : « débile », vont recevoir une certaine formation, pour être associés à un travail de rééducation de délinquants et par là même rendus à la vie active. D'où le titre de cette série d'émissions : « Des hommes libres... aujourd'hui ».

L'arrivée au pouvoir de l'administration Nixon mit fin à ce libéralisme. Les crédits furent supprimés. Que sont devenus ces hommes ?

Karlin est allé, dix ans après, à leur recherche. Retrouvés en Californie, à Washington, à Chicago, ils racontent leur histoire. Leur passé, tout d'abord. Et l'on a vite compris à peu près toujours la même histoire : la rue et la misère dès l'enfance, alors « j'en avais marre de fouiller les poubelles pour trouver à bouffer », dit Manuel ; « c'était plus facile de voler que d'acheter », dit Mike ; puis les gangs, le trafic, les hold-up, la prison, la condamnation. Et cette chance qui leur fut donnée.



Télévision

dre ton titre pour en faire celui de mon émission ? » Brassens a répondu : « Oui, bien sûr ». Audouard a avancé un autre pion : « Est-ce que tu accepterais de passer en duplex depuis Sète ? » Brassens a répondu : « Mais je ferai comme les autres, j'y viendrai dans ton château ». Restait à l'entourer. Pour les gens du pays, Audouard n'a eu qu'à chercher dans ses amis, ses souvenirs ou ses rencontres : les conteurs provençaux ; les Musiciens de Provence qui font encore eux-mêmes leurs instruments ; les dix élèves violoncellistes de Mlle Teulières : rencontrés à un mariage, ils travaillaient justement « L'oratorio de la crèche » de Pablo Casals ; la Psalette de Lyon et l'étonnant tambourinaire Jean Coutarel, etc.

Ainsi vont «les affaires»

Pour les autres, Audouard s'est adjoint Marc Legras, un des producteurs et présentateurs de l'émission « La chanson », sur France-Musique. Ensemble, ils ont passé trois journées entières à écouter des disques. Leur choix commun s'est porté sur le Catalan Luis Llach, l'Occitan Patric, la Bisontine Claire et les Chiliens Inti-Illimani. Tout le contraire du show-business ! Ce show-biz leur a pourtant joué un vilain tour : ils espéraient le Québécois Robert Charlebois ; il n'est pas venu ; parce que sa maison de disques n' a pas jugé utile son passage à la télévision française en ce soir de Noël, alors que son prochain disque ne sortira que... le 15 février ! Ainsi vont « les affaires », qui annulent souvent les choix artistiques.

Les ennuis ne faisaient que commencer. En héritant de la traditionnelle soirée de Noël, Audouard avait bien l'intention de bousculer un peu les choses... Mais il y avait cette sacrée messe ! Audouard pensait à une belle messe pastorale que tout le monde eût aimé, qui n'eût pas été déplacée dans l'émission. Il voulait la préparer, l'enregistrer et la diffuser comme le bouquet d'un feu d'artifice. L'Eglise a mouillé les pétards : pas question de diffuser en différé, c'est contraire aux Ecritures ! Et en direct, c'était techniquement impossible. Du coup, on a eu droit à la sobre messe des cathéchumènes enregistrée le 22 décembre dans l'oratoire du château, un réduit de 2 mètres sur 2 où personne ne pouvait tenir : les musiciens ont atterri sous les arches et les fidèles sur le grand escalier. La vraie messe de minuit à Barbentane était plus réussie : les marins du Bagad y ont joué du biniou pendant l'élévation !

Face à la direction d'Antenne 2, Audouard n'avait eu qu'une exigence : « avoir Chatel ». Car François Chatel est un de ces rares « rescapés » des temps héroïques de la télévision qui pratiquent encore un sport dangereux : le direct. Car sans Chatel, sans les prodiges techniques de son équipe, rien n'aurait été possible. Audouard lui dit parfois familièrement : « Occupe-toi de tes prises de courant et fous-nous la paix ! » C'est une boutade : à Barbentane, Chatel aurait bien été en peine de s'occuper d'autre chose. Dans le château, il n'y avait pas moins de 11 « lieux scéniques » et 8 caméras ; des kilomètres de fil couraient partout. Et pas question de prendre l'électricité du village. Il avait fallu se servir d'un groupe électrogène. Deux cars techniques étaient venus de Paris, deux autres de Marseille. Des mois avant, Audouard et Chatel étaient arrivés en repérage. Chatel était revenu seul. Puis avec son assistante et sa script. Le château n'avait été loué qu'à partir du 19 décembre. Dans la journée du 19, tout le matériel technique a été déballé. Le 20, tout a été installé. Le 21, quand les caméras sont arrivées, tout était prêt à fonctionner. La messe a été enregistrée le 22. Les 23 et 24, jusqu'à 19 h 30, cameramen, preneurs de son et artistes n'ont fait que répéter. « Dans une émission comme celle-là, dit Audouard, il faut répéter cinq, dix, vingt fois sans se préoccuper du texte, pour que les gestes et les déplacements deviennent des automatismes ». C'est à ce prix-là qu'on obtient le « naturel » que les téléspectateurs ont pu remarquer.

→

Qu'en ont-ils fait ? L'un est retourné en prison... sur une erreur judiciaire : c'est Manuel, personnage fabuleux ; il parle des deux idoles de sa jeunesse : Dillinger et Zapata. Décor : Saint-Quentin, prison terrible, les gangs qui se sont constitués à l'intérieur de la prison (les Gorilles noirs, la Mafia mexicaine, la Phratrie aryenne), les gardiens crispés sur leur Winchester, les détenus prêts à bondir — Il y a eu, en un an, 14 meurtres à l'intérieur de Saint-Quentin ! Bref, « la merde du monde », dit Manuel. Les autres ont suivi des fortunes diverses : il y a ceux qui sont restés associés à l'administration pénale, ceux qui se sont assez bien débrouillés, ceux qui, en raison d'un chômage endémique en sont au point qu'ils ne peuvent même pas payer leur note d'électricité, ceux qui sont devenus professeurs d'université. Mais encore ? Certains veulent oublier. La plupart, cependant, ont analysé leur expérience et en ont tiré une volonté de lutte, comme Ed, professeur de sociologie, qui montre bien comment c'est toute une société qui pousse les minorités, de couleur en particulier, dans l'impasse de la délinquance, et que c'est donc la société qu'il faut changer ; comme Larry Dye surtout, professeur d'université, spécialiste de sociologie pénitentiaire, et qui maintenant consacre sa vie aux délinquants. Il a fait abolir la prison pour jeunes dans l'Etat de Massachusetts — la même mesure, à Denver, a permis de diviser le nombre de récidives par sept — et il a suscité la mise en autogestion d'une prison, administrée aujourd'hui par gardiens et détenus, prison où la peur et la haine ont dès lors disparu. Et ces détenus étudient, apprennent un métier, certains d'entre eux se consacrant à la rééducation des enfants handicapés : extraordinaire séquence où se retrouvent et se comprennent ces deux réprouvés : l'enfant psychotique et le jeune délinquant.

Ces films font naître l'espoir. Il y a un peu plus d'un an Karlin, en quatre films, avait proposé aux téléspectateurs « un autre regard sur la folie », et personne n'a oublié cette extraordinaire série. Il nous propose, là encore, de regarder autrement une part de l'humanité que nous rejetons.

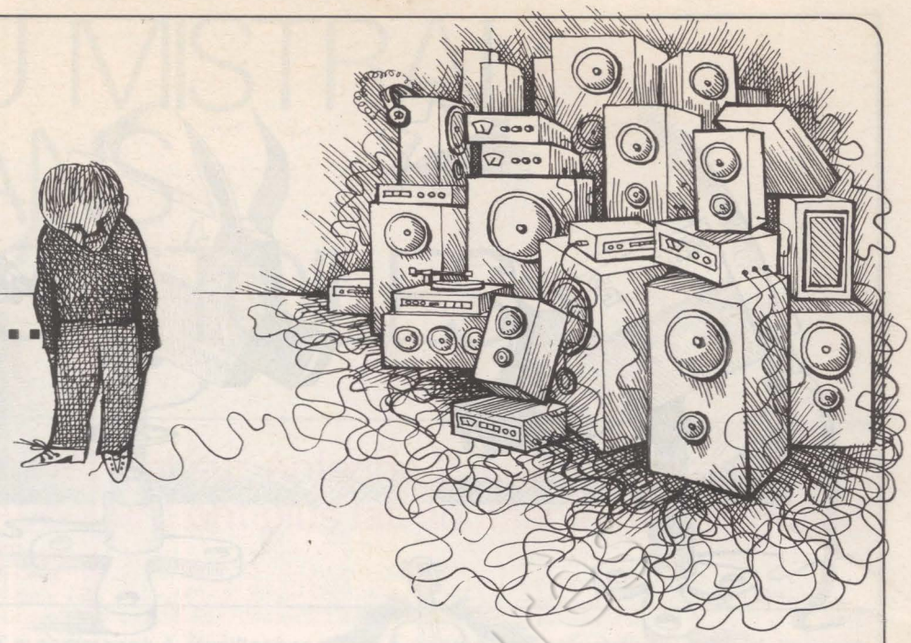
A un moment où se déchaîne la propagande gouvernementale, où chaque occasion est saisie pour attiser la peur et susciter la haine, où le Pouvoir manipule une hypothétique « montée de la délinquance » pour mieux couvrir une formidable montée de la répression, il faut voir ces films. Absolument. Peu importe ce que proposent, ce soir-là, les autres chaînes : il est important de suivre ces films, du premier au dernier.

Dans l'océan de médiocrité que propose la télévision, Karlin est de ceux qui prennent les choses au sérieux et les téléspectateurs pour des adultes. Que les adultes s'y reconnaissent.

GERARD SOULIER

(1) Programmés sur Antenne 2 les jeudis 8 janvier « Une chance d'en sortir », 15 janvier « Matricule A 19558 », 22 janvier « Des Américains comme les autres ? », le 4e film (« Le monde à l'envers ») devant passer aux Dossiers de l'écran.

HI-FI: LE RÈGNE DES SONS... ULTRAS



« Et vous ouvrez votre rayonnement acoustique à combien de stéradions ? »

L'homme me fixait, l'œil sévère. Je bafouillai je ne sais quoi, crispé comme à un oral de bac, humilié comme à un conseil de révision. Je finis par avouer que je n'en savais rien. Il ricana. Il me sembla qu'il y avait des siècles qu'il avait entrebâillé ma porte, à la main sa carte de visite : « X, conseil en haute fidélité », en ajoutant : « C'est votre beau-frère qui m'a dit que vous aviez une chaîne pourrie et que je devrais bien passer vous voir... ».

Il ricana encore un coup et replongea dans mon installation : « Non mais ! Regardez-moi ce rayonnement cardidoïde !

— C'est grave ? Ne cherchez pas à me ménager...

— Et ce filtre avec selfs à air... Jeanne d'Arc devait avoir le même ! Et puis, beurk, cet écran zénithal... Vous appelez ça une chaîne, vous ?

— Pourtant, quand je l'ai achetée, il y a trois ans...

— Il y a trois ans ! Mais, mon bon monsieur, la hifi, ça court, ça galope ! Vous pouvez dire que vous avez de la chance que votre beauf m'ait envoyé à vous... Vous allez me coller ça à la poubelle et moi je m'en vais vous goupiller une petite chaîne extra, pour trois fois rien. Voyons... Vous n'avez rien contre une bonne correction physiologique ?

— Je vous demande pardon ?

— J'ai dit : physiologique. Il faudra aussi un pupitre tétraphonique un peu sérieux, avec effets de zoom acoustique élargissant l'espace sonore. Moteur à induction, asservissement tachymétrique, vous êtes toujours d'accord ?

— Heu...

— Woofers, tweeters pivotants, bicône d'aiguës, medium à dôme hémisphérique... D'accord ? Plus le quick-tuning sur le tuner héfème, un réducteur de bruit commutable, la jauge de contrainte, un bon réglage antiskating, une suspension à cardan pour le bras antitorsion... ».

A partir de là, j'ai décroché. Je ne me souviens plus de grand-chose depuis, sinon d'avoir poussé M. Woofer-Tweeter sur le palier et d'être désormais brouillé avec un membre de ma famille. N'empêche que nous avons été des dizaines de milliers, juste avant les fêtes — il paraît que les magasins spécialisés ont été fin décembre au bord de la rupture de stocks, au même titre que les marchands de foie gras — à entendre ainsi chanter les sirènes de la hi-fi. Et à subir, victimes souvent ravies, les assauts des légions de la Stéréo triomphante : les « ingénieurs blonds et barbus » de K& O, les Walkyries de chez Gleichlaufschwankung, les techniciens vicieux et énigmatiques des enceintes Takayata, d'ailleurs fabriquées à Bagnolet. Mais aussi les démonstrateurs baratineurs de Prince-Music. Et les publicitaires qui vous poussent à « sonoriser votre piscine » (sic). Et les employés de chez Later vous attirant vers d'équivoques arrière-boutiques afin de vous proposer un préampli hors rayon pour amateurs avertis. Et les innombrables vendeurs de quartier hâtivement reconvertis des assurances-vie vers la haute fidélité, à qui on a inculqué rapidement un minimum d'explications techniques et — le plus important — de vocabulaire spécialisé.

Car « le monde du son est un labyrinthe », comme le dit la publicité un rien terroriste de l'une de ces firmes, avant d'ajouter : « ... mais avec nous, vous ne prenez aucun risque ». Ce qui se traduit ainsi : « La hi-fi est un domaine très complexe, donc laissez-nous choisir à votre place, sinon vous ne feriez que des erreurs ; mais n'oubliez pas que cette complexité, cela se paie et cher... ».

Il n'est pas question ici de se donner le ridicule de nier les progrès technologiques survenus récemment en ce secteur. Soyons sérieux un instant : si la « quadriphonie » est d'un intérêt improbable, en revanche les enceintes de réverbération acoustique — deux haut-parleurs latéraux s'ajoutant aux deux de la stéréo classique — ont constitué un pas en avant dans la restitution du relief réel. Progrès aussi que de n'avoir pas (colonnes Chardin) de « couleur » sonore surajoutée par les haut-parleurs. Progrès encore lorsque ces derniers n'émettent pas le son en faisceau conique, mais de façon « omnidirectionnelle » — dans toutes les directions, pour parler comme tout le monde — ainsi que les enceintes géostatiques B.e.s. que la Fnac - rue de Rennes vient de commercialiser ; il semble bien d'ailleurs que ce procédé B.e.s. de l'ingénieur argentin José Bertagni — un « gong » de polystyrène diffusant les aigus tous azimuths sans déformation sensible, dans un coffrage de moins de 9 cm — apparaîtra comme le plus révolutionnaire de ces dernières années.

A ces quelques exceptions près, on navigue souvent entre fantaisie et escroquerie : en explorant les « auditoriums » de bien des magasins, on peut noter un bon quart de quincaillerie pure et simple, un autre quart de produits honorables mais ne relevant en rien de la « haute fidélité », un autre quart encore d'appareils encombrés d'innovations inutiles. Car la gadgétisation, si elle commence à faire long feu à l'Elysée, a encore ici de beaux jours auprès d'une clientèle bien conditionnée.

D'une clientèle, ou plutôt de plusieurs. Celle, bien sûr, des amateurs de musique ayant l'ambition légitime de tirer le maximum de leurs enregistrements ou des concerts radio. Celle des jeunes cadres à la recherche d'enceintes s'harmonisant à leur moquette et ne jurant pas avec la reliure de l'Encyclopaedia Universalis. Celle des « hi-fi fans » pour qui la chaîne est le substitut de la guitare électrique dont ils n'ont pas réussi à jouer ou de la grosse cyclindrée rutilante qu'ils n'ont pas eu l'occasion de conduire : là, peu importe la musique, il s'agit de faire vroom-vroom, d'ajouter indéfiniment des « perfectionnements » inédits, de dompter et de dominer le beau monstre d'acier et ses entrailles futuristes. A ceux-là, on peut encore tout faire avaler. Y compris — exemple authentique — que la chaîne Machin rend merveilleusement l'orgue dans les Concertos brandebourgeois ! Mais que les petits malins du commerce hi-fi se hâtent de profiter du filon : ils auront de plus en plus de mal à faire l'âne pour vendre du son.

S.R.

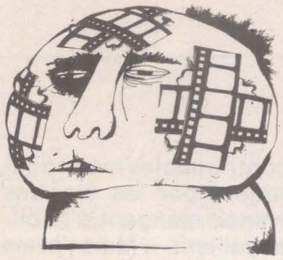
→

Pour que l'émission ait lieu dans de bonnes conditions, il a fallu que les deux gardes champêtres de Barbentane, aidés de quelques gendarmes, bouclent le village le 24 décembre dès 20 h 30 : des centaines de voitures arrivaient ; tout le monde voulait assister à l'émission. Malgré ces précautions, l'émission a toujours été « à la limite de la sécurité » : quand Luis Llach ou Claire chantaient dans le salon baroque, nous étions une cinquantaine à retenir notre souffle de l'autre côté de la porte, dans cette pièce transformée en loge commune et salle de maquillage où chacun attendait pour passer à l'antenne. Il eût suffi d'un éternuement... Il eût suffi que le son de notre téléviseur témoin ne fût pas coupé à temps pour que toute la France l'entendît siffler en direct ! Il eût suffi que l'homme un peu ivre qui se lança à travers le Salon des statues pour serrer la main de Brassens surgît 30 secondes plus tard : à ce moment-là, Brassens était à l'antenne ! Et il y a eu des naïfs pour regretter l'absence de public en fond de décor...

« Les gens en direct avec les artistes, s'exclame François Chatel, mais c'est de l'esbrouffe ! Un château du XVIIe siècle n'est pas un studio. Allez donc apprendre aux gens à ne pas faire de bruit, à ne pas se trouver dans l'axe des glaces. « Meubler » avec des humains est devenu la parodie infantile de la télévision. Ça ne fait pas plus vrai. Ça nuit à la qualité du spectacle. C'est déjà assez compliqué ainsi... » Dans la pièce rococo, Luis Llach ne se sent pas très à l'aise ; Claire non plus. Ils n'ont guère le temps d'y penser : la technique les bouscule. Ils n'ont pas le temps de réaliser le véritable danger qui les guette : l'émission se déroulant successivement dans plusieurs lieux, ils vont être obligés de « prendre le train en route », de démarrer au quart de tour. Sur un signe, ils se lanceront à l'eau. Pas facile, comme expérience, pour ceux dont c'est la première « grande télé » : Llach, Claire, Patric. Et ces grandes brassées de rameaux verts qui arrivent. Et ces milliers de fleurs qu'on éparpille partout dans les salons... C'est de ce brouhaha, de ce tohu-bohu indescriptible qu'est sortie l'harmonieuse émission où le mistral s'est mis à souffler dans les étoiles.

JEAN-PAUL LIEGEOIS

Au risque de vous plaire



Cinéma

*** Jean-Paul Rappeneau : Le sauvage.**

Mi-film d'aventures, mi-comédie psychologique, Rappeneau (« La vie de château », vous vous souvenez ?) a mené son film tambour battant. La totale gratuité de cette (coûteuse) entreprise s'en trouve escamotée par son brio et celui de Montand et Catherine Deneuve.

*** Alexandro Jodorowsky : El Topo.**

Il se prend pour Dieu le père, étripe, jusqu'à l'écœurement, côtoie des monstres et meurt de désespoir. Itinéraire mystique bourré de clés bibliques ou happening farfelu ? Qui peut croire à la sincérité de ce faiseur ?

*** Fernando Arrabal : L'arbre de Guernica.**

Une illustration engagée et politique des sanglants événements de Guernica, une dénonciation du fascisme dans ce qu'il a de plus odieux. Des images d'un bonheur inégal. Arrabal, pour une fois, a délaissé le narcissisme infantile pour le plaidoyer universel.

*** Jocelyn Saab et Jorg Stocklin : Le Liban dans la tourmente.**

Des interviews d'hommes politiques, de citoyens ou de fedayin, ressort le complexe de minorité des chrétiens libanais en Orient. En prime, la déclaration d'un mercenaire français qui explique pourquoi il aime tuer...

*** Léon Hirszman : Sao Bernardo.**

L'histoire d'un riche propriétaire qui épouse l'institutrice du village voisin : épuisée par l'attitude impérialiste de son époux, la femme restée près des pauvres en meurt. Et le veuf inconsolable jura, mais un peu tard, qu'on ne l'y prendrait plus. Un film d'une grande authenticité et d'une vraie force dramatique.

*** Michel Cacoyannis : Attila 74.**

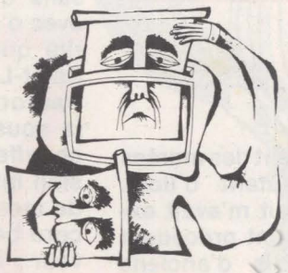
Le martyre de Chypre décrit par un Grec : donc un témoignage partiel sinon partial. Le désespoir des 200 000 réfugiés grecs qui ont fui les Turcs et se sont réunis au nord de la ligne Attila est, au sens antique du terme, tragique.

*** Claudine Guilmain : Véronique ou l'été de mes 13 ans.**

Au cours de vacances sans histoires, une pré-adolescente découvre le monde des adultes. Une très fine description de la vie quotidienne avec ses attitudes simples et ses réactions de tous les jours.

*** John G. Avildsen : WW Dixie.**

Un escroc dévalise les stations d'essence du Tennessee pour que survive son orchestre de « country music ». Burt Reynolds en canaille sympathique dans un Nashville rétro.



Télévision

VENDREDI 2 JANVIER

« Sommation de déguerpir » : un numéro spécial du magazine Vendredi sur les expulsions de locataires (20 h 30, F.r. 3).

Jean-Pierre Darras joue Sacha Guitry : « Faisons un rêve » (20 h 30, A 2).

Dans la série Grandes batailles du passé : « Orléans 1429 » de Costelle et de Turenne (21 h 20, F.r. 3).

A Ciné-club, en hommage au père du cinéma : Spécial Méliès (22 h 45, A 2).

« Mot à mot » avec Benoîte Groult (12 h 05, France-Culture).

« Le temps de rire », par Raymond Devos (22 h 35, France-Culture)

DIMANCHE 4

Rendez-vous avec Juliette Gréco (16 h 35, A 2).

James Stewart dans « La flèche brisée » de Delmer Daves — le premier western antiraciste (17 h 05, T.f. 1).

« Portrait de cinéaste : Claude Autant-Lara», première d'une série de 4 émissions (19 h, F.r. 3).

« L'elixir d'amour », opéra-comique de Donizetti, avec l'Orchestre philharmonique de Strasbourg (20 h 30, A 2).

Une éducation amoureuse du XVIIIe siècle : « Benjamin », le film le plus réussi de Michel Deville (20 h 30, T.f. 1).

« Le masque et la plume », un magazine des spectacles et des lettres transfuge de la radio, avec François-Régis Bastide, Jean-Louis Bory, etc. (21 h 05, F.r. 3).

Une nouvelle émission, « Les cadets de la politique », d'Anne Gaillard et Pierre Miquel : ce soir, le one man show du giscardien Jean-Pierre Soisson (22 h 25, A 2).

LUNDI 5

« Les conquérants d'un nouveau monde », d'un cinéaste méconnu : Cecil B. De Mille (20 h 30, T.f. 1).

Alain Decaux raconte : Lawrence d'Arabie (21 h 45, A 2).

« La France rurale », avec Georges Duby et Le Roy Ladurie (9 h 05, France-Culture).

MARDI 6

Après la projection d'un télé-film d'Ange Casta (« Daniel, Claude, Simone... et un million d'autres), un débat sur le chômage avec Edmond Maire, Henri Krasucki, Jacques Delors, etc. (20 h 30, A2).

« Les résistants » : Henri Frenay, Albert Ouzoulias, André Diligent et Paul Dreyfus au magazine littéraire De vive voix (22 h 40, T.f.1).

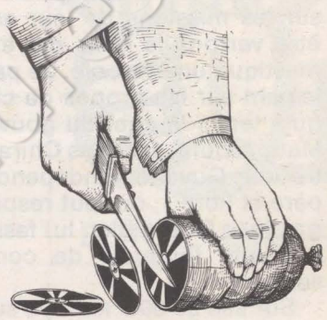
MERCREDI 7

Georges Marchais à C'est à dire, ainsi qu'une interview d'Enrico Berlinguer (21 h 30, A2).

JEUDI 8

« Des hommes libres : une chance d'en sortir », une grande enquête de Daniel Karlin — voir en p. 20 de ce numéro (20 h 30, A2).

Au magazine Satellite : les P.c. européens ; « l'autre Amérique » (22 h, T.f.1).



Disques

JAZZ

*** Transit Express : Priglacit (R.c.a. Balance 10089).**

Voilà un quartette français qui n'a l'air de rien, qu'on prend d'abord pour une imitation du Mahavishnu, et qui brusquement se révèle. Sans surenchère sonore, claviers et percussions (Dominique Bouvier, remarquable), brodant de façon concise (2 à 3 minutes) sur des thèmes très « écrits ». Une bonne surprise.

BULLETIN D'ABONNEMENT
A RETOURNER
41 BOULEVARD MAGENTA 75010 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à l'UNITE :

— pour six mois (70 F) ☐
— pour un an (120 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐
par chèque postal ou virement au CCP l'UNITE 3034980 La Source ☐

Date Signature

l'unité

Rédaction : 12 Cité Malesherbes
(Paris 9e) - Tél. 878.40.73

Administration : 41 Bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Michèle Backmann, Robert Butheau, Benoît Colombier, Christine Cottin, Georges Frameries, Claude Fuzier, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DOCUMENTATION
Véronique Neiertz

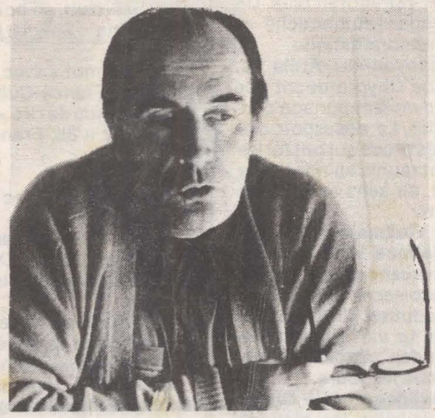
DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Régie Publicitaire, 2, rue du Cygne, Paris-1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet-Photocomposition - 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot

MA PART DE VERITE



PAR FRANÇOIS MITTERRAND

DIMANCHE 28 DECEMBRE

Je ne querellerai pas Jacques Chirac sur son Noël exotique, bien que le déplacement d'un régiment d'infanterie remontant en pirogue, pendant quatre jours, les rapides du Maroni et portant à dos d'homme le matériel de literie et de cuisine nécessaire au confort des 80 personnes invitées par le Premier ministre me paraisse singulier. A l'heure où les Français s'interrogent sur les missions de leur armée, peut-être verront-ils dans cet exercice domestique un symbole. Je passerai également sur les propos de circonstance qu'a tenus le chef du gouvernement à Maripasoula. Jacques Chirac a rencontré une Guyane « indépendante, prospère et libre », où tout respire « paix et gaieté ». Grand bien lui fasse. Qu'il me permette toutefois de comparer nos souvenirs.

Sur ses 90 000 km2 (la superficie du Portugal), la Guyane que j'ai connue n'avait que 50 000 habitants, non exactement recensés, dont les deux tiers vivaient à Cayenne. Les autres se répartissaient entre Saint-Laurent-du-Maroni, fort de 5 000 âmes, quelques campements d'Indiens le long des fleuves et des rivières, et une dizaine de villages côtiers reliés par une route. L'histoire de cette route (l'unique du territoire) raconte assez bien le type de relation ou plutôt de non-relation qui, après trois siècles de présence française, s'est établi entre la métropole et sa lointaine colonie. Commencée depuis 120 ans, elle n'était pas achevée quand je visitai le pays. En fait, elle était, à elle seule, toute la Guyane. La forêt qui la bordait presque continûment sur ses 300 km de long se dressait en un mur si dense que, sans coupe-coupe et une certaine dose de témérité, il était impossible d'y pénétrer d'un pouce. Les villages qu'elle traversait n'étaient animés que par de menus travaux de pêche et de négoce. A l'exception d'une distillerie, qui traitait à Cayenne 200 hectares de canne à sucre, et de la base spatiale de Kourou, qui m'avait semblé très endormie et où flottait bizarrement le drapeau des Etats-Unis, elle ne desservait aucune entreprise industrielle d'envergure, ni domaine agricole, ni plantation dignes d'intérêt. Comme je m'en étonnais, le directeur du supermarché de Cayenne, chez lequel j'avais déjeuné, m'avait fait observer que la Guyane importait 99 % de ses produits utiles. Ainsi la salade verte servie à table était-elle arrivée de France par le dernier avion.

Partout j'avais éprouvé la même impression d'abandon. Près de l'endroit où je logeais, d'énormes blocs de béton disloqués par le mouvement des marées émergeaient comme autant d'îlots. L'ami qui m'accompagnait m'avait expliqué qu'un gouvernement précédent avait dépensé 7 milliards d'anciens francs dans l'intention louable d'édifier un port mais que, les techniciens s'étant trompés dans leurs calculs, l'ouvrage s'était détaché du roc pour basculer dans l'océan. Plus loin, il m'avait montré les vestiges d'une usine de déroulage qui, installée à grand renfort de subventions publiques (8 millions), avait aussitôt émigré, poches remplies, au Gabon. Et ainsi de suite. Au XIXe siècle, on cultivait en Guyane 12 000 hectares de bonne terre. A l'époque où je m'y trouvais, on n'en comptait plus que 1 500. Du sous-sol, personne ne se souciait plus. L'extraction de l'or, très active pendant la Deuxième Guerre mondiale, quand la Guyane avait dû vivre sur elle-même, avait cessé. Idem pour la bauxite du gisement de Kaw. Un groupe industriel américain, Sideg, qui pratiquait la pêche hauturière de la crevette rose, venait de plier bagage. Quant à la forêt vierge, elle le restait. Aucune société française n'avait accepté d'y engager ses capitaux. A proximité de 7 à 8 millions d'hectares de bois, les P.t.t. de Guyane achetaient leurs poteaux téléphoniques en Europe. Ajoutons, pour arrêter cette désolante litanie, que la totalité des centrales électriques ne fournissaient pas 30 mégawatts à l'économie locale.

J'avais dans l'oreille le refrain si souvent entendu à Paris : « Oui, mais, bon an mal an, des contribuables métropolitains jettent l'argent par les fenêtres pour que les Guyanais mangent, s'habillent, dorment, travaillent. » Mais j'avais aussi vérifié, à la lecture des documents officiels, que pour le dernier exercice, si 200 millions de francs environ avaient été transférés de métropole en Guyane, sous forme de salaires notamment, 170 millions avaient pris le chemin inverse et que la différence représentait à peine la moitié du prix du pont prévu sur l'estuaire de Macouria.

En ce temps-là, les dirigeants des partis d'opposition, dont on imagine aisément les récriminations, étaient pourchassés par l'administration. Le principal d'entre eux, sénateur-maire de Cayenne, faisait l'objet des pires suspicions. Sa présence à l'aéroport, lors de mon arrivée, avait suffi pour m'englober dans l'anti-France. Mon séjour se passa sans que j'eusse le moindre contact avec d'autres fonctionnaires dits d'autorité que le commissaire de police. A Saint-Laurent, je fus accueilli par un tract ordurier imprimé sur les presses de la sous-préfecture et distribué par le chauffeur du sous-préfet. La radiodiffusion ignora ma visite. Ainsi fus-je puni de mes mauvaises fréquentations. Encore bénéficiai-je d'une mesure de faveur : il n'y avait pas de mitrailleuses aux carrefours quand, un soir, je pris part à une réunion publique sur la place des Palmistes, à Cayenne. C'était une époque où l'on parlait déjà beaucoup à Paris de réconcilier les Français et de décrisper le débat politique.

Parmi les doléances dont j'étais assailli, la plus courante consistait à déplorer que la départementalisation n'eût apporté que des changements détestables au statut colonial antérieur : lenteur, irresponsabilité, anonymat de la tyrannie. Au point qu'à l'hôtel de ville d'une petite commune où le maire me haranguait, sous les plis des drapeaux de l'indépendance, il avait conclu par ces mots surprenants : « Rendez-nous la colonie ! » En vérité, le gros comme le détail, tout se décidait à Paris. Et quand les jeunes progressistes guyanais dénonçaient dans l'extraordinaire série d'échecs dont souffrait leur pays je ne sais quel plan secret économique ou stratégique, quand ils comparaient l'inertie française au formidable effort des voisins immédiats, Brésil, Venezuela, Surinam, quand ils vitupéraient l'état de dépendance absolue dans lequel était confiné leur peuple, qu'avais-je à leur répondre ?

Jacques Chirac observera, je le suppose, qu'il revient de Guyane, tandis que mes souvenirs commencent à dater. C'est vrai. Ils sont de l'an dernier.